

Actes de la Réunion Régionale de DAWN Afrique - Dakar

DE TINA A TEMBA

Les débats
de DAWN Afrique
sur les cadres alternatifs
de développement



Development Alternatives with Women for a New Era
(DAWN)

De TINA à TEMBA

*Les débats
de DAWN Afrique
sur les cadres alternatifs
de développement*



*Development Alternatives for a New Era
(DAWN)
Alternatives de développement avec les femmes
pour une ère nouvelle*

(1999)

De TINA à TEMBA



Les débats
de DAWN Afrique
sur les cadres alternatifs
de développement

Publié par la Coordination pour l'Afrique francophone de Development
Alternatives with Women for a New Era (DAWN) / Alternatives de développement
avec les femmes pour une ère nouvelle
SICAP Mermoz, Villa 7395, Dakar, Sénégal
Tél/Fax : (221) 825 65 33

Couverture par Info Design, Dakar, Sénégal
Imprimerie St-Paul, Dakar, Sénégal

1999

Afrique australe

Remerciements

Harare, Zimbabwe

DAWN tient à remercier le Bureau pour l'Afrique de l'Ouest de la Fondation Ford, pour sa subvention, qui lui a permis d'organiser sa réunion régionale africaine et ses ateliers. Nos remerciements vont également au CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche sur les Sciences Sociales en Afrique), Dakar (Sénégal) et au SAPES (Southern African Regional Institute for Policy Studies) Harare (Zimbabwe), pour leur rôle déterminant dans la tenue des travaux. Nous remercions, tout particulièrement, Patricia McFadden qui s'est chargée des nombreuses tâches essentielles de préparation de la réunion.

Fatou Sow, Codou Bop et de nombreuses autres personnes ont apporté leur assistance dans la préparation, l'organisation de la réunion et dans d'autres activités, spécialement la transcription et l'édition des notes de la réunion dont est tiré ce rapport. Nous les en remercions. DAWN souhaite également exprimer sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à la réunion et aux ateliers en présentant des communications et des contributions aux débats. Nous faisons une mention spéciale pour les nombreuses participantes venues de différentes régions d'Afrique qui ont enrichi les débats de leur contribution critique.

Peggy Antrobus, ancienne Coordinatrice générale

4 Town House, Frere Pilgrim, Christ Church, Barbades

Contributions éditoriales

E-Mail : pan@caribbean.com

La version anglaise des Actes de la Réunion Régionale Africaine de DAWN a été préparée par Fatou Sow et éditée par Vivien Taylor, avec les contributions de Fatma Alloo, Peggy Antrobus, Gita Sen et Claire Slatter.

La version française a été éditée par Fatou Sow.

La traduction française a été assurée par Aminata Sow.

Remerciements

DAWN tient à remercier le Bureau pour l'Afrique de l'Ouest de la Fondation Ford pour sa subvention, qui lui a permis d'organiser sa réunion régionale africaine et ses ateliers. Nos remerciements vont également au COISSRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche sur les Sciences Sociales en Afrique), Dakar (Sénégal) et au SAREE (Southern African Regional Institute for Policy Studies) Harare (Zimbabwe), pour leur rôle déterminant dans la tenue des travaux. Nous remercions, tout particulièrement, Patrick Mufaddeh qui s'est chargée des nombreuses tâches essentielles de préparation de la réunion.

Il faut aussi remercier et de nombreuses autres personnes ont apporté leur assistance dans la préparation, l'organisation de la réunion et dans d'autres activités, spécialement la transcription et l'édition des notes de la réunion dont est tiré ce rapport. Nous les en remercions. DAWN souhaite également exprimer sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à la réunion et aux ateliers en présentant des communications et des contributions aux débats. Nous faisons une mention spéciale pour les nombreuses participantes venues de différentes régions d'Afrique qui ont enrichi les débats de leur contribution et leurs

Contributions éditoriales

La version anglaise des Actes de la Réunion Régionale Africaine de DAWN a été préparée par Favour Sow et éditée par Vivian Taylor, avec les contributions de Fatima Alloo, Peggy Anonua, Gita Sen et Claire Stamat.

La version française a été éditée par Favour Sow.

La traduction française a été assurée par Favour Sow.

Sommaire

	<i>Page</i>
<i>Asie du Sud</i>	
Résumé Nayal Mukherjee	7
429 Prakash Nagar, Ujjain, Indraprastha, 201501 India Tel: (91) 783 231 5511 Fax: (91) 783 231 5512	
1. Allocution de bienvenue et introduction Bolanle Awe, Coordinatrice régionale de DAWN pour l'Afrique	9
2. Historique et structure de DAWN Peggy Antrobus, Coordinatrice générale de DAWN	10
3. Allocution de bienvenue Thandika Mkandawire, Secrétaire exécutif, CODESRIA, Dakar	13
4. Présentation et discussion sur les grandes lignes de la plate-forme de DAWN sur les cadres économiques alternatifs Gita Sen, Coordinatrice de recherche de DAWN sur les cadres alternatifs	16
4.1 <i>Situation dans les pays africains : réactions aux grandes lignes de DAWN</i>	18
5. Exposé des études de cas par pays	
5.1 <i>Zimbabwe : Ona Jirira Kwanele, Université du Zimbabwe</i> Discussions	23 28
5.2 <i>Ghana : Dzodzi Tsikata, ISSER, Université du Ghana</i> Discussions	31 37
6. Remettre en cause ce qui est donné Peggy Antrobus, Coordinatrice générale de DAWN Discussions	40 45
7. Critique des documents régionaux et internationaux : Rapport de la Commission Économique pour l'Afrique pour une alternative africaine Ayesha Imam, CODESRIA Discussions	50 55
8. Conclusions Viviene Taylor, SADEP, University of the Western Cape	59
Annexes I, II, III, IV	61/72

Droits sexuels et reproductifs et justice entre hommes et femmes

Sommaire

Sonia Correa

IBASE, Vicente de Souza, 12 CEP 22251-070

Rio de Janeiro, Brésil

Tel : (55) 21 - 552 87 96

E-Mail : scorra@ibase.org

Restructuration des politiques publiques

Viviane Taylor

SADP, University of Cape Town

Private Bag Rondebosch 7700, Cape Town, South Africa

Tel : (27) 21 - 650 42 11

E-Mail : vtaylor@roynh.com

Ressources durables

Viviane Wee

Engender, Centre for Women's Studies

49 Tanjong Pagar Road, Singapore

Tel : (65) 222 22 22

E-Mail : engender@pacific.net.sg

Points focaux régionaux

21

22

Afrique de l'Est

Fatma Allan

UN Resource Center, P.O. Box 100

Zanzibar, Tanzania

Tel/Fax : (255) 22 22 22

E-Mail : ngoren@un.org

Afrique centrale

Dièz Jeanne Nfon Prio

Centre Médical du Bouquet, Nouvelle Route de Sic

B.P. 7313, Bassa-Douala, Cameroun

Tel : (237) 23 13 18 - Fax : (237) 23 13 18

E-Mail : dinanfon@hotmail.com

Résumé

Du 11 au 13 novembre 1994 se tenait à Dakar (Sénégal), la Réunion Régionale Africaine de DAWN, juste avant les réunions des gouvernements et celles des ONG préparatoires à la Quatrième Conférence sur les Femmes de Beijing, en Chine, en septembre 1995. La réunion de DAWN était organisée avec l'appui du CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche sur les Sciences Sociales en Afrique) et du SAPES (Southern African Regional Institute for Policy Studies).

Les objectifs de la Réunion Régionale Africaine de DAWN étaient de recueillir, auprès des femmes, de l'information et des contributions sur leurs perceptions de l'impact du modèle dominant de développement sur leur vie et, en particulier, sur les membres les plus démunis et les plus exclus de la société; d'incorporer au document de la plate-forme de DAWN les analyses critiques du modèle de développement actuel à partir de leurs perspectives, en s'assurant ainsi que celles-ci sont reflétées dans les perspectives des femmes du Sud; et de proposer des recommandations en vue des politiques et des actions alternatives requises qui prennent en compte la question du développement dans le sud. Ce document (*Markers on the Way: The DAWN Debates on Alternative Development - Les jalons sur le chemin: Les débats de DAWN sur le développement alternatif*) devait être présenté à la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes à Beijing.

Un des objectifs de la réunion était également de fournir aux femmes africaines impliquées dans les questions de genre et de développement une occasion de discuter des problèmes spécifiques de l'Afrique, particulièrement ceux concernant l'impact des programmes d'ajustement structurel, de la dette et de l'instabilité politique prévalant sur le continent.

Des membres du Secrétariat de DAWN, la Coordinatrice régionale africaine assistaient à la réunion, ainsi que des participantes venues d'Afrique australe, d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. La réunion regroupait un groupe régulier de 35 participantes, mais au cours de certaines sessions, ce nombre pouvait aller jusqu'à plus de 50 personnes.

A la fin de l'atelier, la Coordinatrice régionale africaine réunissait les participantes africaines pour discuter de DAWN Afrique et planifier ses progrès dans la région. Après avoir discuté de nouvelles perspectives et de nouveaux défis, le groupe a élu de nouveaux points focaux et deux représentantes africaines au Comité de direction de DAWN, reflet à la fois les diversités régionales et linguistiques. Ces points focaux couvrent l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest francophone, l'Afrique de l'Ouest anglophone, l'Afrique centrale, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique lusophone.

DAWN a également tenu deux ateliers, lors du Forum régional des ONG africaines préparatoire à la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, l'un sur les cadres économiques alternatifs et le second, sur les droits de la reproduction. Au cours de ces ateliers, DAWN a engagé la discussion avec quelques 350 femmes représentant des organisations à travers le continent africain. Les exposés ont été axés sur des recommandations à intégrer au Plan d'Action Régional, débattu lors du Forum des ONG. Deux membres de DAWN (Viviene Taylor et Prabha Prabhakar Bhardwaj) ont également aidé à incorporer les recommandations par des propositions faites au Comité de Rédaction du Document du Plan d'Action Régional.

1. *Allocution de bienvenue et introduction*

Bolanle Awe, Coordinatrice Régionale de DAWN pour l'Afrique

La réunion de la Région Afrique a débuté par une allocution de bienvenue de Bolanle Awe, Coordinatrice Régionale pour l'Afrique de DAWN et présidente de séance. Après avoir salué les participantes de la réunion de Dakar, elle a exprimé l'espoir que cette réunion ouvrirait un nouveau chapitre pour DAWN Afrique. Elle a souligné qu'au cours des années passées, depuis son établissement, la coordination en Afrique avait été difficile et le programme de DAWN en avait été affecté. Les problèmes étaient dus essentiellement au manque d'infrastructures - matérielles, financières et moyens de communication effectifs en Afrique.

Bolanle Awe a remercié Patricia McFadden (SAPES) pour sa contribution personnelle à la préparation de la réunion et a regretté qu'elle n'ait pas été en mesure d'y assister pour des raisons de santé. Elle a également remercié le SAPES (Southern African Regional Institute for Policy Studies) et le CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique) pour leur appui considérable. Elle a adressé ses remerciements à d'autres personnes qui ont contribué à l'organisation de la réunion régionale, à savoir Codou Bop (Coordinatrice de Programme sur les Rôles et le Statut des Femmes du Population Council, Bureau de Dakar), Fatou Sow (chercheur à l'IFAN, Université Cheikh Anta Diop de Dakar) ainsi que le personnel du CODESRIA. Elle a également félicité Gita Sen à qui le Prix Volvo sur l'Environnement avait été décerné en 1994. Elle a alors présenté Peggy Antrobus, Coordinatrice générale de DAWN et Thandika Mkandawire, Secrétaire Exécutif du CODESRIA.

2. Historique et structure de DAWN

Gender Development Consultant
44, Community Road, Alota Yaba, Lagos, Nigeria

Peggy Antrobus, *Coordinatrice générale de DAWN*

La Coordinatrice générale de DAWN a donné un aperçu de l'historique de DAWN, couvrant la période allant de 1984 à 1994, pour placer dans son contexte le rôle de l'organisation dans les débats actuels sur le développement et dans la recherche d'alternatives. Puis elle en a présenté la structure. DAWN avait commencé comme un réseau d'activistes et de chercheurs soucieux de l'impact du développement sur la vie des femmes démunies, particulièrement dans le Sud. Une réunion s'était tenue à Bangalore, en Inde, en 1984, à l'invitation de l'économiste indienne Devaki Jain. Les participantes étaient des femmes d'Asie et du Pacifique, du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de l'Europe et des États-Unis. L'objectif de la réunion était de préparer un Document-Plate-forme en vue du Forum des ONG de Nairobi qui se tenait, en 1984, conjointement avec la Conférence Mondiale marquant la fin de la Décennie des Nations-Unies pour la Femme (1975-85).

La plate-forme

La plate-forme mettait en lumière la façon dont les stratégies créatrices des ont pris forme dans la lutte contre l'impact des différentes crises (dette, famine, militarisation et fondamentalisme) sur leur vie et soutenu que la résolution de ces crises reposait sur le renforcement des capacités des femmes démunies. Le document était publié par Monthly Review Press de New York et recevait un accueil très favorable.

Suite au succès recueilli par les exposés du réseau lors du Forum, une réunion se tenait à Rio, l'année suivante, pour élaborer un processus structuré, organisé en vue de renforcer le travail accompli dans le cadre de la Plate-forme de 1985 et d'autres activités. Une coordinatrice générale fut désignée, ainsi qu'un comité d'organisation comprenant des représentantes régionales. La Coordinatrice générale, Neuma Aguiar du Brésil, établit le secrétariat de DAWN dans sa base institutionnelle à Rio de Janeiro et un programme de

recherche, de formation, de communications, de publication et de plaidoyer était lancé. Les thèmes choisis pour cette première phase d'activité furent : la crise de l'alimentation, de la dette et de l'énergie, et les visions et mouvements de femmes. Un certain nombre d'études de cas ont été produites et certaines ont été publiées en 1990, en deux volumes intitulés *Alternatives*.

En 1990, lors d'une autre réunion tenue à Rio de Janeiro, Peggy Antrobus fut nommée Coordinatrice régionale, en remplacement de Neuma Aguiar, et le Secrétariat transféré à la base institutionnelle de cette dernière, l'Unité Femmes et Développement (*Women and Development Unit - WAND*), School of Continuing Studies, University of the West Indies à Barbade. Des modifications furent également apportées au mode de fonctionnement du Comité d'organisation et des coordinatrices de recherche furent nommées pour travailler sur des thèmes choisis : l'environnement (Coordinatrice : Rosina Wiltshire de Trinidad); les droits de la reproduction et la population (Coordinatrice : Sonia Correa du Brésil); et les cadres économiques alternatifs (Coordinatrice : Gita Sen de l'Inde). Ces thèmes se sont dégagés des crises continues dans lesquelles vivent les Femmes du Tiers-Monde et également des thèmes reconnus par les conférences internationales.

Du fait que ces thèmes reflétaient ceux des principales conférences internationales des années 1990, le programme de travail de DAWN a été réorganisé autour de la préparation de documents de plate-forme en vue de ces conférences. Ainsi, DAWN tenait une session d'une journée au Forum des ONG de la Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement de 1992 (CNUCED), le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro; elle organisait également une série d'ateliers, lors du Forum des ONG à la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), Caire (1994). DAWN a en outre publié, pour le CIPD, un document de plate-forme intitulé *Droits de la reproduction et population : Voix féministes du Sud*, par Sonia Correa et Rebecca Reichman.

DAWN a procédé à des recherches et des analyses sur les questions de la pauvreté pour la Conférence Mondiale Sur le Développement Social (*Challenging the Given - « Remise en cause de ce qui est donné : perspectives de DAWN sur le développement social »*), à Copenhague, en mars 1995 et a réalisé le document (*Markers on the Way : The DAWN Debates on Alternative Development*) pour la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, en septembre 1995 à Beijing.

Bien que DAWN soit une petite organisation ayant des centres d'intérêt spécifiques, mise en place pour accomplir des tâches spécifiques et non un mouvement de base, il faut reconnaître qu'il est nécessaire d'établir des liens solides avec des organisations à la base et de créer des réseaux avec les femmes par des plaidoyers en faveur de politiques et de renforcement des capacités. Les liaisons en termes de programmes avec d'autres organisations de femmes aux niveaux régional et national seront une orientation des activités futures de DAWN.

Dans sa conclusion, Peggy Antrobus annonçait que le Secrétariat devait déménager dans une autre région en septembre 1995, après la Conférence de Beijing et elle exprimait l'espoir que ce serait en Afrique.

3. Allocution de bienvenue

Thandika Mkandawire, Secrétaire Exécutif, CODESRIA

From TINA to TEMBA (*From There is no alternative to There must be an alternative* : De « Il n'y a pas d'alternative » à « Il doit y avoir une alternative »).

Thandika Mkandawire a souhaité la bienvenue aux participants et renouvelé le soutien de son organisation à l'œuvre de DAWN. Il commençait par déclarer qu'actuellement, on avait l'habitude de dire « qu'il n'y avait pas d'alternative » aux programmes d'ajustement structurel (PAS) de la Banque Mondiale et à la crise de la dette et du développement. Pourtant, à son avis, l'acronyme même de DAWN – Aurore – démentait cette idée d'absence d'alternative.

Le CODESRIA avait mené très activement des recherches sur les politiques économiques en Afrique. Le Conseil avait organisé un certain nombre de séminaires sur les questions économiques et politiques, les programmes d'ajustement structurel, la démocratie et la bonne gouvernance. Il avait entrepris des études et des analyses des documents régionaux et internationaux relatifs au développement de l'Afrique. A cet égard, le Rapport Berg récemment publié avait été critiqué en association avec des représentants de différents mouvements sociaux. Le Rapport Berg était comparé au Plan d'Action de Lagos, également mis en œuvre, sans que l'on reconnaisse les erreurs qui lui étaient inhérentes.

Selon la Banque Mondiale, a poursuivi T. Mkandawire, l'Afrique s'adapte parfaitement bien aux Programmes d'Ajustement Structurel. Certains pays sont présentés comme ayant atteint « un statut de bonne performance », au cours des quinze dernières années. Le Ghana est considéré comme une *success story*. Pourtant, cette « bonne performance » n'est pas mise en évidence par un critère objectif quelconque. Les pays que la Banque comme a jugé performants se sont effondrés, quelques années plus tard : Malawi, Somalie, Rwanda, Zaïre, etc. En fait, selon de nombreux commentateurs, l'impact social et économique des PAS dans ces pays a été désastreux. Il y a eu des divergences entre la rhétorique de la Banque Mondiale et la réalité africaine. Même au sein du système des Nations-Unies, certaines des agences

des Nations-Unies telles que l'UNICEF et l'UNESCO ont été critiques au sujet de l'impact social des PAS.

Puis T. Mkandawire a mis l'accent sur les échecs qui ont conduit à une paupérisation accrue des populations, l'informalisation de l'économie, la féminisation de la force de travail, l'accentuation de l'analphabétisme, de la mortalité infantile et de l'instabilité politique. En fait, les programmes d'ajustement structurel ont placé un fardeau encore plus lourd sur les pays qui tentent de démocratiser leurs systèmes politiques. Les Ministres des Finances signent des accords et des politiques, sans consulter, au préalable, leurs électeurs, remettant en cause le principe d'une gouvernance responsable. Les dépenses sont réduites dans des secteurs clés tels que l'éducation et la santé, secteurs qui devraient occuper une place centrale pour bénéficier à différents groupes sociaux. En conséquence, a poursuivi T. Mkandawire, il faut aller au-delà de la rhétorique des agences pour comprendre également le programme de différentes institutions et voir comment celles-ci influencent différents groupes et différents pays selon le genre, la race, l'ethnie, etc. Le secteur privé mérite également d'être examiné afin d'étudier quelle réglementation il applique, le cas échéant, pour protéger les droits des populations au développement au-delà des questions de profit. L'impact des PAS sur le tissu social et politique africain est très négatif ; par exemple, les règles du marché définissent la fixation des prix des marchandises. Ce n'est pas par hasard que des pays tels que la Somalie, le Soudan ou le Liberia sont entrés en crise après avoir été présentés par la Banque comme des réussites. Leurs échecs sont les résultats de politiques définies par des institutions telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et les Nations-Unies. Dans ce contexte, le processus de démocratisation tel qu'il se produit dans les régimes africains est très problématique. Ainsi, il est impossible d'organiser des élections libres dans ces circonstances; la promotion de la démocratie ne devrait pas être perçue comme un moyen d'imposer des programmes d'ajustement économique dans les pays africains.

La nature complexe de la démocratie, perçue comme différente des démocraties de style occidental, devait être examinée dans le contexte historique et économique de l'Afrique. L'Afrique et ceux qui sont engagés pour son développement peuvent commencer à faire valoir une vision alternative du développement forgée à partir des expériences africaines.

En conclusion, T. Mkandawire indiquait que le CODESRIA entreprenait un nouveau domaine de recherche sur l'étude de « La Transition démocratique ».

4. Les grandes lignes de la plate-forme de DAWN sur les cadres économiques alternatifs

Gita Sen, Coordinatrice de la recherche sur les cadres économiques alternatifs

Gita Sen, Coordinatrice de la recherche sur les cadres économiques alternatifs, a fait la présentation de la plate-forme de DAWN pour la Conférence de Beijing. Elle a expliqué le processus suivi par DAWN pour la réalisation des documents de la plate-forme et la manière dont ceux-ci tentaient de refléter les opinions, les espoirs et les stratégies des femmes du Sud. DAWN sollicite activement la participation et les réactions critiques des femmes des régions du Sud. Le document de la plate-forme était déjà en train d'être examiné dans certaines des autres régions. Il était certes difficile de réviser le document tout entier, mais tous les commentaires reçus après chaque rencontre seraient pris en compte dans la version finale.

Gita Sen soulignait qu'en 1984, il y avait, dans les groupes de femmes, peu de discussions sur les programmes d'ajustement structurel. DAWN avait joué un rôle de premier plan, en posant les questions de l'intégration ou de la marginalisation des femmes dans les processus actuels de développement. Les femmes sont généralement à l'échelon le plus bas du processus de développement, mais il est important de reconnaître que ce processus lui-même crée et exacerbe la paupérisation et l'inégalité. DAWN a fait les premiers commentaires sur la crise de l'alimentation, de l'eau, des combustibles et de la durabilité de l'environnement, ainsi que de la dette et de la violence. Il est manifeste que les femmes ont besoin d'une vision alternative de l'économie et ainsi que de stratégies spécifiques pour des régions spécifiques parce que les problèmes varient selon le contexte local et historique.

Ce qui a changé et ce qui est resté inchangé

Le monde a subi des modifications économiques et politiques majeures au cours de ces dernières années. Les politiques économiques de la globalisation et de la libéralisation sont en train d'aggraver la dégradation de l'environne-

ment. L'effondrement des systèmes socialistes d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union Soviétique a modifié de façon dramatique la scène politique globale. Il y a une crise majeure des moyens d'existence, et la pauvreté et les inégalités affectent la grande majorité des populations du Sud, et poussent de plus en plus les femmes à gagner des revenus dans des conditions très difficiles. Un écart énorme et de plus en plus marqué persiste entre pays riches et pays pauvres et entre riches et pauvres au sein des pays. Lorsque l'on se place dans une perspective du genre, on constate, de façon manifeste, que le double fardeau de gagner un revenu et d'assurer le travail de reproduction au sein des foyers est devenu écrasant pour la majorité des femmes démunies du Sud.

L'échec des PAS à soutenir la croissance dans nombre de pays du Sud, particulièrement en Afrique et en Amérique Latine, a amené la Banque Mondiale à considérer quelques pays tels que le Chili ou le Ghana comme des 'modèles' de réussite de politiques effectives que les autres pays doivent imiter. Ceux-ci doivent être remis en cause et analysés à partir d'une perspective du genre. En outre, des alternatives réelles doivent être développées aux niveaux tant global que national. En ce sens, certains de nos espoirs ont été démentis par les tendances récentes. Le potentiel libéré par la réduction des budgets militaires dans le Nord, suite à la fin de la guerre froide, n'a pas mené à un déclin du commerce global des armements. Les fabricants et les marchands d'armes ont plutôt tourné leur attention vers le Sud et ont alimenté et aggravé les tensions naissantes entre les pays et en leur sein. Parmi les principales victimes de la violence et des conflits qui en ont résulté, il y a les femmes de tous groupes.

La prééminence du modèle de Bretton Woods a fait croire, à travers le monde, que la croissance économique est la plus haute priorité. Mais la question cruciale est de savoir « quel type de croissance ? ». Est-ce une croissance dont le rôle principal est de soutenir la stabilité de la balance des paiements afin de permettre au capital financier de circuler plus aisément entre les pays ou devrait-il s'agir du type de croissance qui améliore la vie des gens ordinaires et favorise l'utilisation durable des ressources naturelles ? La croissance accélérée en Inde, dans les années récentes, par exemple, a abouti à la dégradation de zones côtières vitales en raison de l'implantation d'élevages de crevettes pour l'exportation.

Un autre défi majeur du modèle économique global actuel est la modification des relations entre les gouvernements et le secteur productif privé en quête de profits. Le modèle de la Banque Mondiale tente de substituer les producteurs

privés à la production étatique, convaincu du fait que les premiers sont plus rentables et plus efficaces dans leur utilisation de ressources économiques rares. En dehors de la question de savoir si ceci est vrai en soi, une autre question essentielle qui se pose est de savoir si les besoins des populations sont pris en compte dans les processus de réduction de l'intervention de l'État et de privatisation. La Banque Mondiale définit de plus en plus le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) comme devant assumer le rôle de l'État dans des secteurs critiques qui affectent directement la promotion humaine, tels que la santé, l'éducation et les programmes contre la pauvreté.

Ces défis ont conduit DAWN à définir son rôle comme étant triple :

- remettre en cause les processus du marché parce qu'ils ne satisfont pas de façon adéquate les besoins des populations et qu'ils peuvent être totalement contraires aux intérêts des femmes ;
- œuvrer à transformer nos États afin de les rendre plus responsables vis-à-vis de nous pour leurs actions ;
- soutenir le renforcement des institutions de la société civile (à laquelle nous-mêmes appartenons) afin de faire réaliser les points évoqués ci-dessus.

4.1 Situations dans les pays africains : réactions aux grandes lignes de DAWN

À la suite de l'exposé de Gita Sen, la discussion a été axée sur les cadres économiques alternatifs en vue de la promotion humaine, avec un accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux. Voici quelques-uns des principaux points qui ont été débattus :

- (a) La nature et le rôle de l'État - État colonial, post-colonial et néo-colonial;
- (b) Les rôles des ONG nationales et internationales, des associations à la base et des acteurs clés de la société civile;
- (c) La dichotomie entre les sphères « publique » et « privée » en termes de politiques étatiques : quelles sont les distinctions entre ces sphères supposées différentes ?
- (d) Les questions du pouvoir, spécialement en Afrique : partage du pouvoir dans les groupes ethniques, et chez les femmes qui, engagées dans les

luttres d'indépendance, se sont par la suite trouvées exclues de la structure du pouvoir issue de ces luttres ;

(e) Les politiques économiques globales : la crise, la mauvaise gestion de l'État et d'autres secteurs, les politiques d'ajustement et leur impact sur les femmes et d'autres secteurs de la société.

D'autres questions ont été soulevées par différents participants :

(f) La pertinence de la conscience du genre pour la croissance économique et la promotion humaine : la nécessité pour les femmes de l'équité entre les sexes et le lien entre cette nécessité et leur engagement dans les processus économiques et la survie de l'Afrique du Sud.

Nombre de questions ont été soulevées par les participantes sud-africaines dont la présence à la réunion régionale africaine était significative. Elles expliquaient qu'elles voulaient tirer profit des expériences des autres afin d'éviter les écueils rencontrés par d'autres pays. La recherche d'approches alternatives du développement, cruciale pour la transformation sociale de l'Afrique du sud, et la remise du pouvoir à la majorité ont été des points de vue exprimés par les participantes sud-africaines.

Nigeria

Une des participantes du Nigeria a soulevé des questions relatives à la dévaluation des monnaies africaines, la montée de l'inflation, le processus de privatisation et les abus en matière de droits humains. Selon elle, les Nigériens faisaient une confusion sur les relations entre la dévaluation du naira et le prix du pétrole et son impact global sur le pays. Elle a également indiqué qu'il y avait une grave crise de légitimité politique due à l'érosion de la société civile et du système judiciaire. Les femmes au Nigeria sont marginalisées par rapport à l'État et également, à l'économie et ceci pourrait être attribué à différentes causes. Elle a convenu qu'il était urgent de repenser les relations entre l'État, le marché, les ONG et la société civile.

Cameroun

Dans la discussion relative au concept de société civile, Dina Nfon Priso (Cameroun) s'est demandé ce que cette notion de société civile pouvait

signifier dans son pays. Elle a expliqué que deux faits s'étaient produits au cours du processus de démocratisation au Cameroun : l'émergence du concept de 'société civile' au moment même où un certain nombre de partis politiques ou d'associations essayaient de faire connaître les points de vue de la population dans leurs plates-formes d'action. Cependant, les femmes n'avaient aucun pouvoir au sein de la plupart de ces organisations car l'on avait porté peu d'intérêt à leurs préoccupations propres. Si à la base, on reconnaît la nécessité pour les populations de s'exprimer sur le type de modèles de développement qu'elles souhaitent, le système politique en vigueur au Cameroun ne leur a pas permis de participer à un niveau quelconque du pouvoir.

Afrique centrale

Dans les discussions relatives aux obstacles au développement en Afrique, on a soutenu qu'il était nécessaire de considérer l'impact de la balkanisation de l'Afrique. Ainsi, en Afrique Centrale, les organisations qui ont été mises en place pour assurer la protection régionale n'ont pas été en mesure de renforcer les partenariats entre les États-membres et d'empêcher la hausse des prix et des taxes sur les produits. Au sein d'une autre organisation régionale, le Comité Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le principal échec est venu du fait que leurs produits ne sont pas concurrentiels avec ceux de produits importés de l'étranger. De fait, les blocs régionaux subissent de fortes pressions en Afrique.

Afrique francophone

Les anciennes colonies françaises d'Afrique doivent remettre en cause leur position par rapport à la France, mais aussi par rapport à d'autres pays. Les pays francophones ont eu de graves problèmes de flux de trésorerie, car la France n'importait pas suffisamment de leurs produits pour leur permettre d'accroître leurs ressources financières. Cependant, les pays en développement ont versé à la France près de 17 milliards de francs CFA pour les importations. En d'autres termes, la France représente toujours un marché important pour les pays africains. Les pays francophones devraient donc considérer comment démanteler les processus qui les maintiennent sous la dépendance économique de la France et examiner le type d'impact qui est en train de se reproduire avec la dévaluation de leur monnaie. Il n'est pas

possible de discuter de la définition du rôle de l'État vis-à-vis des secteurs privés sans se référer au processus historique du colonialisme et du néo-colonialisme.

Mali

Mary Keita (Mali) a soulevé la question de la participation des communautés de base à la société civile dans son pays, surtout par rapport à la langue. Elle a expliqué qu'après la chute du régime militaire (1992), le Mali a été cité comme étant un modèle de réussite parce que c'était un mouvement populaire qui avait renversé le gouvernement militaire. Mais il reste beaucoup à faire, car les communautés de base n'ont pas de stratégies réelles de participation à la société civile. Les organisations à la base soulèvent un certain nombre de questions sur l'État, les ONG et les relations entre ces structures et la société civile. Les différents gouvernements qui ont vu le jour au Mali parlent d'alternatives, mais leurs actions ne reflètent pas la quête d'alternatives. Dans le passé, il était évident que l'ennemi, c'était le régime militaire, mais à présent on ne sait plus qui est le nouvel ennemi. Les références de DAWN aux changements qui se produisent aujourd'hui à travers le monde rendent la tâche encore plus difficile. Les gens doivent se concentrer sur la langue, surtout quand elle est cooptée par des institutions qui ne sont pas réellement concernées par la pauvreté et le dénuement.

Zimbabwe

Ona Jirira (Zimbabwe) a mis l'accent sur les différents modes de collaboration entre l'État, les ONG et les bailleurs, sur les conditions dans lesquelles ils coopèrent, quand leurs intérêts sont convergents ou divergents. Ainsi, au moment de la reconstruction après l'indépendance du Zimbabwe, il y a eu une certaine collaboration entre l'État, les bailleurs et les ONG. Cependant, les relations entre l'État et les bailleurs sont devenues très difficiles quand le Zimbabwe a tenté de mettre sur pied un État socialiste. Dans les discussions sur les secteurs public et privé, la question principale porte donc sur les intérêts spécifiques de chaque secteur : dans quelles circonstances ou conditions collaborent-ils ou se confrontent-ils ? Quel est l'impact de ces conditions sur leurs relations ?

Afrique du Sud

Vivienne Taylor (Afrique du Sud) a mis en lumière la façon dont la transition vers la démocratie en Afrique du Sud est en train d'être affectée par les contraintes économiques et la dette contractée sous l'Apartheid (une partie empruntée à l'extérieur et la majeure partie empruntée de façon interne). Le nouveau gouvernement démocratiquement élu rencontre d'énormes difficultés à restructurer l'administration, l'économie et à faire face aux besoins des plus démunis. Le règlement négocié a entraîné des compromis qui ont abouti à une victoire politique mais la lutte pour le pouvoir social et économique reste encore un facteur crucial. Les points de convergence entre le capitalisme racial et les inégalités entre les sexes émergent de façon très nette, surtout dans les expériences des femmes noires des communautés rurales exclues du courant dominant de l'activité économique. Face à l'expérience africaine, la situation sud-africaine pose des défis différents et similaires, compte tenu de son histoire. La façon dont l'Afrique du Sud s'engage dans l'économie mondiale et ses relations naissantes au sein de l'Afrique australe et de l'Afrique dans son ensemble doivent être redéfinies au-delà de la recherche de marchés économiques. Le gouvernement dirigé par l'ANC, fait remarquer Vivienne Taylor, ne souhaiterait pas jouer un rôle hégémonique sur le continent, mais un rôle de coopération.

5. Exposés des études de cas par pays

5.1. Étude de cas du Zimbabwe

Ona Jirira, Université du Zimbabwe

Les programmes d'ajustement structurel ont totalement perturbé la vie de nombre de personnes au Zimbabwe, renforçant la nécessité d'un « cadre économique alternatif », qui est le centre d'intérêt du présent séminaire.

On peut identifier trois périodes distinctes dans l'histoire récente du Zimbabwe :

La période allant de 1965 à 1975, au cours de laquelle le Zimbabwe avait un taux de croissance relativement élevé d'environ 3,6 %. C'était la période de la Déclaration unilatérale de l'indépendance par le régime de Ian Smith (le Zimbabwe ayant accédé à l'indépendance en avril 1980, notre incursion dans ce domaine est relativement récente !) Sous le régime de Smith, le pays a été isolé par la communauté internationale, de sorte que les politiques se sont tournées vers l'intérieur et ont institué un programme de substitution aux importations. Ceci a soutenu le pays pendant une période assez longue, mais tout porte à croire que le coût de la guerre menée par le gouvernement contre le mouvement de libération s'est élevé à environ un million de dollars par jour et que ceci a constitué une saignée pour les ressources nationales.

Durant la période 1975-1979, la crise du pétrole et la récession mondiale ont entraîné une baisse de 1 % du PNB.

Durant la période 1980-1981, il y a eu un boom économique avec un taux de croissance d'environ 9,7 %. Durant cette période, le Gouvernement du Zimbabwe a convoqué une conférence des bailleurs de fonds pour tenter de les intéresser à la reconstruction d'après-guerre. En conséquence, le pays a reçu beaucoup d'aide des bailleurs car les déséquilibres hérités de la période précédant l'indépendance étaient si graves que le gouvernement donnait l'impression de mettre en œuvre des politiques de temps de guerre.

Le document intitulé *Croissance avec équité* (1981) était supposé redresser les déséquilibres avec l'amélioration des services sociaux : santé, éducation,

subventions, etc. et la hausse du salaire minimum des travailleurs. Avant l'indépendance, la plupart des industries étaient la propriété des Blancs, les travailleurs touchaient des salaires très bas et il n'y avait pas de législation de salaire minimum. La redistribution des terres est jusqu'à ce jour une question brûlante au Zimbabwe, parce que sur celles qu'occupent les Africains, on ne peut rien cultiver sans irrigation et les habitants n'en ont pas les moyens. Il faut donc des projets d'irrigation gérés par l'État.

Il est essentiel d'avoir une idée du type de déséquilibres et de répartitions dont nous parlons ici. Au Zimbabwe, il y avait une occupation raciale de l'espace urbain : Africains, Métis, Indiens et Blancs, vivaient séparément, et même après l'indépendance, la mobilité est restée limitée et dépend du revenu. La majorité de la population africaine vit toujours dans les ghettos, dans ce qu'on appelle les zones africaines, où les infrastructures sont très rudimentaires, où il y a peu de travailleurs et où la malnutrition est importante. Ainsi, c'est de là que vient la classe ouvrière, pour aller travailler dans le secteur informel, des zones à forte densité qui sont les quartiers de la classe ouvrière et des démunis, alors que les quartiers européens ressemblent à ceux d'Europe.

Il existe une zone appelée Binga, située à la frontière. La plupart des zones frontalières sont, sur le plan écologique, les pires où l'on puisse vivre. Ce sont des régions de malnutrition aiguë, peuplées principalement de petits groupes ethniques. L'ironie est que dans cette zone, Binga, les gens meurent de faim alors que c'est une zone de chasse où les touristes viennent déverser des dollars. Mais les populations connaissent la faim. Ainsi, dans la zone de Binga, une étude de *Save the Children Fund* – Fonds pour sauver les enfants – a été effectuée sur le statut nutritionnel et sanitaire des enfants et la sécurité alimentaire des ménages. Cette enquête a révélé que la majorité des enfants bégaient et que le tiers des mères sont sous-alimentées. OFAM a également rapporté qu'en Afrique, on estimait à environ 4,2 millions le nombre d'enfants âgés de moins de cinq ans qui meurent de malnutrition, et à 30 millions celui des enfants en dessous de leur poids normal. Si nous devons donc discuter d'alternatives, je pense qu'il nous faut prendre en compte l'équation de l'alimentation dans notre discours. L'alimentation, c'est la clé. Nous devrions discuter aussi de la mortalité infantile. En 1990, au Zimbabwe, la mortalité infantile chez les bébés arrivant au grand hôpital central de Harare, se serait accrue d'1/3 (un tiers) au cours des six mois, suite à l'introduction des PAS. En 1997, le taux de mortalité infantile était de 98 pour 1.000 naissances vivantes ; en 1989, il était de 46 pour 1.000 naissances vivantes; en 1991, de

48 pour 1.000. Ceci peut paraître une augmentation légère, mais ce sont les efforts considérables fournis par le gouvernement pour essayer au moins de préserver le programme de vaccination des enfants qui amortissent le choc.

La mortalité maternelle a doublé, à Harare, au cours des deux dernières années. Le taux de mortalité périnatale pour les mères n'ayant pas de suivi médical était de 251 pour 100.000 naissances vivantes contre 33,8 pour les patientes suivies. On fait la distinction entre les femmes non suivies qui ne reçoivent aucune information parce qu'elles ne sont pas inscrites dans les registres de consultation et celles qui sont inscrites et qui sont plus conscientes de leurs droits de la reproduction. Ce qui se passe, quand une femme enceinte a un suivi médical, c'est qu'on lui demande de venir tous les mois pour un contrôle afin que l'on puisse voir s'il y a ou non des complications. Mais l'introduction de frais à payer par les utilisatrices signifie évidemment que les femmes de conditions socio-économiques modestes n'ont pas les moyens de se faire suivre simplement parce qu'elles ne peuvent pas le faire gratuitement.

Au Zimbabwe, l'avortement est illégal, mais les statistiques qui paraissent sont alarmantes : les estimations annuelles indiquent des chiffres de 700.000 avortements. Selon un des médecins gynécologues obstétriciens, les complications dues à l'avortement sont la deuxième cause principale de mortalité maternelle au Zimbabwe. On compte plus de 5.500 avortements par an dans la ville de Harare, soit une grossesse sur huit. Beaucoup plus de 45.000 femmes par an dans ce pays sont susceptibles d'avoir recours à un avortement provoqué. Harare Parenia, le plus grand hôpital du Zimbabwe relevait 36 décès liés à l'avortement en 1992 : 18 étaient des femmes mariées, 15 étaient divorcées ou veuves et 3 étaient âgées de moins de 20 ans. Mais au Zimbabwe, les hommes se sont ligués contre les femmes : *Catholic Church's Human Rights Organisation* – Organisation des Droits humains de l'Église catholique, dont la direction est essentiellement masculine. Certains groupes religieux fondamentalistes mènent campagne et font du *lobbying* auprès des politiciens du Zimbabwe pour empêcher les femmes d'avorter. Ils passent même à la télé; on un fœtus dans le ventre de sa mère et vous entendez « boom ! boom ! Boom ! » et le message est « nous sommes pour les gens ». Quel est, selon vous, le sens latent de ce message ? Il est contre l'avortement.

Il n'existe pas, pour les femmes démunies et les groupes vulnérables, d'endroits sûrs pour avorter au Zimbabwe. Même celles qui sont aisées ne peuvent avorter au pays. Elles se déplacent en Zambie qui est l'un des pays de la région où l'avortement est légal. Le Dr. Timothy Stamp, Ministre de la

Santé, a effectivement fait une déclaration publique selon laquelle « les premiers droits d'un enfant sont d'être désiré, souhaité et planifié ». L'ironie, c'est qu'ils sont tout autant contre l'avortement que pour le contrôle des droits de la reproduction des femmes, car, actuellement, une des présumées *success stories* en Afrique, en termes de contrôle de la population et de maîtrise de la fécondité, c'est le Zimbabwe. Jane Fonda n'a-t-elle pas dit, au Caire, que le Zimbabwe était un exemple ? C'est un modèle, mais à quel prix pour les femmes ?

Juste après l'indépendance, Depo Provera était interdit, mais ce contraceptif est actuellement revenu au Zimbabwe et on en fait la publicité à la télévision. C'est une des options offertes : Depo Provera, préservatifs, DIU; et cependant, on ne parle pas de Femidom. Femidom a été introduit dans le pays, mais avec un taux de succès très faible parce qu'au Zimbabwe, la plupart des hommes disent qu'ils ont payé pour l'utilisation de l'utérus de leur femme à travers le *lobolla*. C'est ce que disent les hommes démunis de la classe ouvrière : le *lobolla* est la dot. L'avortement, c'est réellement le droit des femmes de choisir ce qu'elles veulent faire de leur corps. Il s'agit de la question des droits de la reproduction des femmes, qui est fondamentalement une question des droits démocratiques humains des femmes. C'est donc là que nous en sommes : nous commençons tout juste à tenter de voir ce que nous pouvons faire pour être en mesure au moins d'avoir la maîtrise de notre corps. Parce qu'à la fin de la journée, notre corps nous appartient.

Il y existe peu d'endroits au Zimbabwe où l'on peut effectuer un frottis vaginal ou une mammographie. En fait, on ne peut faire de frottis vaginal que dans les centres de planification familiale avec un médecin privé. Dans les centres médicaux classiques, on ne fait pas de frottis vaginal, et il en résulte un taux élevé de cancer du col de l'utérus : 20 femmes sur 100.000 en souffrent. Sur 100 cas de cancer malin rapportés chez des adultes et des adolescentes, 37 % sont des cancers du col de l'utérus. On rapporte une augmentation de 75 % des cas nouveaux. Il faut informer la population, hommes et femmes, sur les questions des droits et de la santé de la reproduction. Il faut des centres de santé plus sensibles au genre ; il est important que nous ayons des guichets d'information ou des centres de santé féminins où les gens peuvent s'informer. C'est important dans les cas d'avortement et de cancer du col de l'utérus. Je pense que le gouvernement devrait reconsidérer ses mesures actuelles de recouvrement des coûts dans le domaine de la santé.

Le SIDA gagne du terrain au Zimbabwe, mais, ironie du sort, on a noté que la plupart des femmes meurent à cause de la mortalité maternelle et que la moitié de ces cas de décès ne sont pas liés au SIDA. Je pense que face à cette évidence, il nous faut chercher ailleurs et nous demander pourquoi ? Le SIDA progresse au Zimbabwe, nous le savons, mais dans le même temps, quelle est la cause de la mortalité infantile ? Il faut mener des investigations dans cet autre domaine.

Dans l'éducation secondaire, il y a plus de garçons qui restent à l'école et plus de filles qui abandonnent leurs études avec l'introduction des frais de scolarité. Les familles rurales choisissent d'envoyer les garçons à l'école. Les filles que leur famille ne peut envoyer à l'école ont tendance à s'adonner à la prostitution. Il est très triste de voir des hommes attaquer littéralement et chercher à entretenir des relations sexuelles avec des jeunes filles ou des vierges parce qu'elles présentent moins de risques. Certaines familles n'étant pas en mesure de mettre leurs fils à l'école, on assiste actuellement au développement de la prostitution masculine au Zimbabwe. Il y a également le phénomène des enfants de la rue : tous ces orphelins de la guerre et ces réfugiés mozambicains. Le gouvernement est en train d'axer ses efforts sur les zones urbaines et de tenter de traiter ce problème, tout en essayant de développer des industries. Mais il ne sait que faire dans les zones rurales où la situation est plus catastrophique.

En terme de sécurité alimentaire, nous avons l'habitude de constituer des réserves de maïs, pour pallier les effets de la sécheresse. Nous étions en mesure d'en vendre une partie au Mozambique et d'en donner à l'Ethiopie. Mais quand la CEE et les U.S.A. ont commencé à écouler à bas prix leur maïs jaune au Zimbabwe, le prix du maïs a chuté et les producteurs ont préféré vendre leur grain à des intermédiaires minotiers plutôt qu'au *Grains Milling Board* (GMB). Les entrepôts du GMB ont commencé à fermer leurs portes à cause des petits minotiers des zones urbaines et périurbaines. La libéralisation des marchés et la fermeture des entrepôts du GMB ont obligé les femmes à vendre à des intermédiaires qui achètent à bas prix et revendent à des prix élevés, sapant ainsi la capacité des femmes à améliorer leur propre niveau de vie. Mais la nouvelle politique des prix a supprimé le blocage des prix pour donner plus d'argent aux producteurs, tout en répercutant le coût de l'ajustement sur les consommateurs. Comme les femmes sont des productrices, elles en profitent. Cependant les mesures de recouvrement des coûts dans l'agriculture ont également entraîné le retrait des subventions sur les engrais.

Il n'est pas facile pour les femmes d'accéder au crédit dans les banques et dans d'autres institutions financières, parce que le Zimbabwe, comme vous le savez, est une société patriarcale. On parle d'équité, mais les stratégies devraient être révisées afin que les femmes puissent avoir accès au crédit.

Les femmes et les enfants constituent la majeure partie de la force de travail du secteur agricole, et souffrent parce qu'ils sont sous-payés. Les femmes et les enfants travaillent durant les périodes de pointe, ne bénéficient pas de soins médicaux, de prestations, de pensions, etc. Dans les zones rurales, à la suite des restrictions, ils n'ont plus leurs trois repas par jour - ils doivent en supprimer un. Ainsi, les femmes comme les enfants souffrent parce qu'ils gagnent leur pain. La situation est plus catastrophique pour les femmes parce que la plupart d'entre elles sont chefs de famille dans les zones urbaines et rurales.

Les femmes n'absorbent les PAS de façon passive. Elles résistent à travers les réseaux. Au Zimbabwe, les réseaux sont considérés comme des associations où des groupes de quatre à douze membres versent des contributions et les récupèrent 3 ou 12 mois plus tard. Les femmes adhèrent de plus en plus à ces associations. Il y a également des réseaux où les femmes s'associent en vue de s'occuper des enfants ou de partager leurs fardeaux pour passer les frontières, et aussi dans le domaine de l'alimentation dans les vergers familiaux. L'échec de la lutte de résistance des femmes a été identifié comme une incapacité à s'organiser à long terme, si bien que les femmes ne sont pas en mesure de formuler et de défendre leurs intérêts au niveau étatique. En recherchant un cadre économique alternatif, nous devrions nous organiser pour avoir accès au pouvoir. Il nous faut une campagne d'éducation des électeurs et une prise de conscience politique. Je pense que nous avons des leçons à apprendre des autres pays.

Discussions

Les discussions ont été essentiellement axées sur les alternatives aux politiques de santé spécialement affectées par les programmes d'ajustement structurel.

Augustine Owashiga, de la section ghanéenne de *Groots International*, a soulevé des questions relatives au recours à la médecine traditionnelle au Zimbabwe. Au Ghana, en raison de la hausse du coût de la médecine

occidentale, la plupart des gens retournent à leurs racines, aux méthodes utilisées par leurs ancêtres pour se soigner. C'est ce que l'on appelle *Sankofa*.

A cette question, Ona Jirira souligne qu'au Zimbabwe, la population n'a jamais cessé d'avoir recours aux tradi-praticien. Ceux-ci ont formé une association appelée ZINATA, ayant à sa tête un sociologue, président de l'Université du Zimbabwe et fervent adepte de l'utilisation des plantes traditionnelles. Un des plus grands chimistes du Zimbabwe, un universitaire, travaille également sur les plantes traditionnelles, dans le cadre des thérapies contre le SIDA. Il y a eu, bien sûr, des conflits entre les partisans de la médecine traditionnelle et les chercheurs qui ont essayé d'en minimiser le rôle. Il existe un projet chargé d'identifier les plantes médicinales traditionnelles et leur fondement scientifique et d'explorer la connaissance et l'utilisation de certaines plantes par les des populations. Le projet sur le SIDA a reçu des fonds du gouvernement japonais. L'objectif est d'allier la science et la connaissance africaines à la connaissance européenne orthodoxe pour étudier comment la fusion des deux écoles de médecine pourrait être mise à profit pour améliorer la vie des populations.

L'assistance des matrones traditionnelles et la planification familiale sont intégrées au Programme de Santé primaire du Zimbabwe et ces matrones sont formées à des pratiques de santé plus sûres afin de réduire la mortalité tant infantile que maternelle. Ainsi, les connaissances tant traditionnelles que modernes sont associées pour rehausser les compétences et les soins de santé fournis par les sages-femmes. Le gouvernement verse aux matrones traditionnelles un salaire, même si celui-ci est modique. Mais en raison des mesures de recouvrement des coûts, certains centres ont été affectés par des restrictions.

Le recours à la contraception, traditionnelle et moderne, rehausse le droit des femmes à la sexualité. Traditionnellement, au Zimbabwe comme en Afrique du Sud, les femmes célibataires n'étaient pas supposées avoir des relations sexuelles. A ce jour, l'utilisation des contraceptifs n'est pas permise aux moins de 18 ans. Mais, en réalité, les jeunes filles comme les jeunes garçons ont des relations sexuelles. Les préservatifs sont disponibles mais en raison du contrôle exercé par les parents, les jeunes doivent se cacher. Ils peuvent acheter sur le marché des médicaments traditionnels qui font office d'aphrodisiaques ; ces produits traditionnels sont disponibles et des études ont recensé certains des types de méthodes traditionnelles existantes.

Une autre question soulevée par Jean Murcott (Afrique du Sud) a porté sur les types de ressources dont disposent les tradi-praticiens, la façon dont celles-ci sont exploitées et commercialisées par le monde des affaires ainsi que leur préservation. Dans les pays d'Afrique australe, souligne Jean Murcott, les grandes compagnies pharmaceutiques sont soucieuses d'acquérir et d'accaparer ces ressources. Madagascar et la Malaisie disposent d'immenses jardins botaniques pour la protection et la propagation des herbes et des plantes médicinales locales que l'on peut utiliser dans le futur. Au Zimbabwe, déclare Ona Jirira, les projets « feu de camp » ont été développés dans les zones rurales afin que les populations prennent conscience de la protection de l'environnement. Des programmes de cultures primaires les encouragent à planter des arbres, des plantes médicinales et des arbres locaux. A travers le pays, les jardins botaniques préservent les espèces et les plantes médicinales. ZINATA, l'association des tradi-praticiens, reçoit des terrains pour faire pousser des plantes et des herbes médicinales traditionnelles qu'ils utiliseront dans leur pratique. Ainsi, bien que le Zimbabwe souffre de la déforestation et d'autres problèmes écologiques, à un autre niveau, il y a des tentatives pour protéger les plantes et les herbes médicinales locales.

Les participantes se sont recentrées sur le cadre économique en mettant l'accent sur les préoccupations communes à l'Afrique. Le cas du Zimbabwe ne ressemble à aucun autre, en Afrique ou ailleurs dans le Tiers-Monde. Une des questions que l'étude de cas a posées aux participantes, c'est la nécessité, surtout en Afrique australe et en Afrique en général, de recentrer le véritable débat qui est en cours sur l'intégration économique. Selon Vivienne Taylor, les économistes et les hommes d'affaires, surtout en Afrique du Sud et en Afrique australe, regardent le reste de l'Afrique comme des marchés potentiels et en termes d'accumulation de capital. Les femmes et les populations économiquement vulnérables doivent examiner les coûts sociaux de l'intégration économique à la lumière de leurs propres expériences et se mobiliser à tous les niveaux contre les effets négatifs. Il a été suggéré aux participantes de considérer des stratégies concrètes pour mettre les questions sociales au cœur des préoccupations tant au niveau des politiques que des programmes. En Afrique australe et en Afrique du Sud surtout, chaque crise qui éclate est prise en compte par des projets au coup par coup. Il y a une tendance à perdre de vue la nécessité de restructurer les relations effectives entre l'État, le secteur privé et la société civile elle-même. Certaines des questions soulevées par l'étude de cas du Zimbabwe renforcent la nécessité initiale de prendre en

compte les problèmes sociaux et économiques de la région. Il faut donc trouver des voies et moyens pour bâtir la solidarité autour de ces préoccupations et de ces problèmes communs afin d'en atténuer les effets et de se concentrer sur l'intégration du genre au développement.

5.2 Étude de cas du Ghana

Dzodzi Tsikata, ISSER, Université du Ghana

Le Ghana est censé être une des *success stories* du Fonds Monétaire International (FMI) et la plupart des rapports positifs sur le Ghana ont été rédigés par des étrangers. Nombre d'entre eux n'ont pas passé plus de deux semaines au Ghana. Je pense qu'il est essentiel que les Ghanéens racontent leur propre histoire.

Un certain nombre de Ghanéens ont écrit sur les PAS. Takywaa Manuh, une universitaire ghanéenne, a accompli un travail important sur les PAS et leur impact sur les femmes des marchés; celles-ci n'étant pas une catégorie de recherche très en vogue, son travail est donc une intervention très importante. D'autres, comme Eboe Hutchful, ont écrit sur la politique d'ajustement structurel qui constitue, je pense, une partie essentielle de l'histoire ghanéenne. Je ne pense pas qu'une discussion sur l'ajustement structurel au Ghana puisse séparer le programme économique des développements politiques qui ont mené à ce programme. J'aimerais également remercier ma collègue, Mensan Kudson, pour l'aide qu'elle m'a apportée. Nous avons veillé hier nuit pour discuter de points que nos devions présenter à cette réunion, mais Mensan Kudson ne peut malheureusement pas être ici, parce qu'elle doit participer au groupe économique africain.

Pendant que j'écoutais l'intervention de la participante du Zimbabwe, je n'ai cessé d'être taradée par la similitude entre le Ghana et le Zimbabwe en ce qui concerne l'ajustement structurel; je considère donc que mon exposé est complémentaire de celui d'Ona Jirira. Je n'entrerai pas dans tous les détails - ce sont les mêmes. Mais j'aimerais faire une distinction sur la façon dont le Ghana et le Zimbabwe ont vécu cet ajustement structurel. Comme je l'ai dit tout à l'heure, l'ajustement structurel au Ghana ne peut être séparé des

processus politiques. Il est manifeste, à présent, que la crise en Afrique qui a mené au PAS avait des causes tant externes qu'internes. Ces causes sont bien connues : l'effondrement de tous les prix, la récession de l'économie mondiale et tout le reste. Dans le cas du Ghana, juste avant l'ajustement structurel, l'économie ghanéenne avait connu une paralysie totale qui était due non seulement à la crise externe, mais aussi à l'instabilité politique prévalant au Ghana.

Le Ghana a connu environ dix années d'un gouvernement militaire qui a soulevé bien des préoccupations, car au départ, il s'agissait d'une expérience intéressante qui présentait une alternative de gouvernement. Le gouvernement avait refusé d'honorer toutes les dettes contractées auprès des institutions financières internationales, en arguant du fait qu'elles étaient injustes. Mais le résultat a été que le Ghana a été mis au ban de la communauté internationale. Le pays a reçu très peu d'aide durant toute la décennie 1970-1980, puis ce gouvernement a dégénéré pour devenir un des plus corrompus du continent.

Durant trois mois, à partir de 1979, le Ghana a eu un régime militaire qui a supervisé des élections et remis le pouvoir à un gouvernement civil qui est resté en place pendant deux ans. En 1981, le même groupe de militaires qui avait renversé toutes les dictatures militaires est revenu au pouvoir, à la faveur d'un autre coup d'Etat. Tel était donc le scénario avant l'introduction de l'ajustement structurel. Et ce gouvernement était intéressant parce qu'il jouissait du soutien des travailleurs et de la gauche au Ghana. Et c'est là une des choses étranges à propos de l'ajustement structurel : il jouissait, au départ, du soutien des socialistes. Et je suis sûre que tout le monde en a été surpris mais a pensé que cette situation avait ses racines dans la crise à laquelle l'économie ghanéenne était confrontée.

Il y avait maintenant la gestion du gouvernement. La gauche dans le gouvernement appuyait fortement toute tentative de rétablir la discipline fiscale et de réintroduire des politiques qui créeraient des conditions propices à la croissance économique, parce que les gens pensaient que ces politiques étaient nécessaires à toute tentative de résoudre leurs problèmes. C'est de cette expérience que sont issues certaines des orthodoxies intéressantes, telles que l'ajustement structurel au Ghana. Selon un dicton populaire au Ghana aujourd'hui, il n'y a pas d'alternatives à l'ajustement structurel et je pense que la plupart des gens en sont venus à le croire.

La critique générale de l'ajustement structurel pourrait porter à croire que seules les populations démunies des zones rurales sont affectées, mais tel n'est pas le cas au Ghana. En fait, il n'y a pas de classe moyenne. La classe moyenne s'est effondrée en dessous de son niveau habituel de vie. Vous pouvez donc imaginer ce qui arrive aux pauvres des zones rurales. L'ajustement structurel a touché les populations dans leur ensemble. Seuls quelques types d'opérateurs profitent de ses effets : les personnes impliquées dans le commerce de haut niveau et dans la spéculation sur le marché monétaire ; les personnes impliquées dans les nouvelles institutions financières qui ont vu le jour au Ghana, telles que la Bourse. Les jeunes, la génération montante des cadres, les professeurs d'université, tous ces hommes, toutes ces personnes auxquelles on ne pense généralement pas quand on parle de crise africaine, ont tous été affectés par le programme d'ajustement structurel.

Après avoir jeté les bases, je vais maintenant m'attaquer au caractère de l'ajustement structurel au Ghana, aux types de politiques macro-économiques instituées : elles sont tout à fait semblables à d'autres programmes. Il y a eu la dévaluation de la monnaie parce que la monnaie était exagérément surévaluée, la déréglementation financière, la libéralisation des échanges commerciaux, la réduction des dépenses gouvernementales, les politiques des prix qui ont supprimé les subventions sur tout, et le blocage des salaires. Ces politiques ont visé différents secteurs tels que l'énergie, l'agriculture et l'industrie. Outre ces politiques macro-économiques, il y a eu des tentatives pour redresser certains secteurs de l'économie tels que les exportations, surtout de cacao, et l'extraction de l'or. Et une des mesures les plus importantes dans l'industrie du cacao a été la décision d'augmenter les prix au producteur – la même chose s'est produite au Zimbabwe. Un autre aspect du programme a été le redressement du secteur public.

La philosophie en vigueur était que ces politiques créeraient des conditions propices à la relance de l'économie. Mais en raison de la dépression de l'économie, les Ghanéens n'ont pas pu profiter de nouvelles mesures incitatives et de nouvelles ouvertures. Ashanti Goldfield est un parfait exemple de toute cette histoire de privatisation : On peut dire que c'est l'une des mines d'or les plus riches du monde, les cent kilomètres carrés de terres aurifères les plus riches au monde. Il y a eu énormément de publicité à propos du *Ashanti Goldfield*. Et quand les gens ont appris que l'État se séparait de 25 % de ses parts, qui étaient auparavant de 55 %, cinq personnes ont été chargées de faire le tour du Ghana pour apaiser les rumeurs

de privatisation. C'est intéressant en raison de la philosophie selon laquelle le secteur privé est plus efficace, ferait mieux et mènerait à la reprise économique, etc. Les gens ne se sont pas plaints de la privatisation jusqu'à ce que l'on mette en vente des actions du *Ashanti Goldfield*. Et quand on a mis en vente au Ghana 5 % des actions, on a donné aux gens ordinaires l'impression qu'ils pouvaient se faire de l'argent grâce à leurs actions du *Ashanti Goldfield*. On peut imaginer que 5 % pour tous les Ghanéens, ce n'est pas ce qui va faire une différence pour quiconque.

Les pressions exercées par la Banque Mondiale pour privatiser la commercialisation du cacao ainsi que le secteur bancaire ont été un autre aspect de la privatisation. L'Office de Commercialisation du Cacao a été érigé quand on a reconnu l'incapacité du secteur privé à gérer cette industrie. Il y a des questions de contrôle de qualité, des questions d'infrastructures permettant d'accéder aux zones reculées du pays où pousse le cacao. Mais on a mis de côté la logique et on a insisté sur le fait que le secteur privé pouvait le faire. Cependant, le document de la Banque Mondiale dit actuellement que le secteur privé est faible et que les attentes vis-à-vis de ce secteur sont exagérées. Il en est de même pour le secteur bancaire. La *Ghana Commercial Bank* est la seule banque qui opère dans les zones les plus reculées du Ghana et dans certaines zones rurales. Et avec ces pressions en vue de la privatisation, on peut être sûr que les services bancaires vont être hors de portée des gens ordinaires.

L'autre aspect du programme est la question de l'impôt. En essayant de générer des revenus pour le gouvernement et en raison du retrait du gouvernement de l'activité productive, le gouvernement a dû compter sur les impôts pour produire des revenus et financer ce qu'il veut financer. Et parce que le régime fiscal s'est étendu de façon drastique, on soumet à l'imposition tous les hommes ou toutes les femmes qui vendent dans la rue, qui ont de petits salons de coiffure, qui fabriquent du savon traditionnel, etc. Ils sont tous très déconcertés. Certains demandent à payer leurs taxes sur une base journalière ; autrement, ils ne savent pas comment s'en sortir. Le gouvernement a eu à s'appuyer sur les taxes sur les produits pétroliers et ceci a multiplié les taxes sur l'économie, car le coût des produits pétroliers n'a aucun rapport avec les prix mondiaux du pétrole, mais certainement avec l'impôt sur le pétrole. Et ceci se répercute sur le secteur alimentaire à cause du transport, ainsi que sur les travailleurs mais aussi sur tous les autres domaines.

Mais pour nous, le problème le plus grave concernant notre PAS a été le service de la dette. Je n'ai pas les chiffres exacts en tête, mais le Ghana peut réellement être considéré comme un pays surendetté. La seule chose qu'il fasse, c'est de donner de l'argent pour recycler ses prêts. Si l'on considère les montants des exportations et le service de la dette, on se rend compte qu'il y a une crise en perspective. La dette est d'autant plus problématique que les Ghanéens ne sont pas impliqués dans les processus qui ont décidé des dettes à contracter et des modes de déboursement, etc. Augustine Owashiga avait souligné que nombre des prêts dont nous sommes bénéficiaires sont reversés pour rémunérer des experts étrangers, etc., alors qu'il y a des Ghanéens tout aussi qualifiés.

Il y a une autre question que je souhaite soulever, concernant la Banque Mondiale qui affirme que le Ghana peut faire aussi bien que l'Asie de l'Est, s'il se conforme au programme actuel tel qu'il a été institué. Or, il est dit que les miracles d'Asie de l'Est n'ont pas été réalisés par la déréglementation : les gouvernements se sont intéressés à l'économie, ont planifié leurs domaines de priorités, etc. Le Ghana n'est pas autorisé à faire de même; on nous a pourtant dit que si nous continuons à faire a, b, c et d, nous allons devenir comme les Tigres d'Asie de l'Est. Il est intéressant de noter que la Banque Mondiale a récemment publié un ouvrage intitulé *Ghana : l'an 2000 et au-delà*, qui contient l'une des affirmations les plus équivoques que j'aie jamais entendues de ma vie, parce que ce livre répète : « S'il y a ceci, alors le Ghana pourrait faire cela, si ceci est en place, alors le Ghana pourrait réaliser cela ». Or nous savons que toutes ces choses, tous ces « si » ne sont pas en place. Le miracle de l'Asie de l'Est est donc, en fait, peu susceptible de se produire au Ghana et dans d'autres parties de l'Afrique.

Il y a un autre aspect de la reprise qui est problématique. Il concerne l'environnement et l'ajustement. L'ajustement structurel est orienté vers l'exportation. Au Ghana, le secteur où il y a eu le plus de reprise a été celui de l'exploitation aurifère. Ceci veut dire que l'environnement ghanéen est en train d'en pâtir, et qu'en raison de son désir d'encourager les investisseurs étrangers qui ne viennent pas et qui de toute façon ne s'intéressent qu'à l'exploitation minière, le gouvernement n'a pas été en mesure d'instituer des mesures fortes pour protéger l'environnement.

Mais pour parler de l'impact du PAS sur le Ghana, en termes de répartition, je souhaite faire une remarque : j'ai parlé plus haut de la disparition de la classe moyenne. La critique du PAS a révélé que les femmes ont été plus

affectées que les hommes, etc. Pour moi, cette critique suggère que le PAS ne concerne pas uniquement la Banque Mondiale et le FMI, mais également les relations sociales internes dans nos propres pays. Pourquoi les femmes sont-elles plus touchées que les hommes ? Est-ce parce qu'elles ne possèdent pas de terre ou qu'elles sont très peu éduquées, ce qui explique pourquoi elles sont dans les secteurs du services, dans le secteur informel, etc. ? Quelle que soit notre approche de la critique du PAS, elle entraîne une double réaction : nous occuper des relations sociales ou nous battre pour des changements internes dans nos propres pays tout en combattant la Banque Mondiale et le FMI.

Je n'examinerai pas en détail la façon dont le PAS a affecté les femmes au Ghana; je dirai juste quelques mots. Quand j'ai entendu Ona Jirira parler du programme de santé primaire (au Zimbabwe), cela semblait être une politique positive parce que les soins de santé primaire ont été introduits après le PAS. Pour nous, cela n'a pas été une politique très positive. C'était le signe que le gouvernement renonçait à assumer ses responsabilités dans le secteur de la santé et se fondait sur les femmes en tant que main-d'œuvre non rémunérée. Les femmes sont censées assurer l'éducation en matière de santé de la communauté toute entière, soigner les enfants malades à la maison. Elles sont censées prendre en charge fondamentalement les questions de santé de leurs communautés. Et je pense que ce sont des responsabilités que le gouvernement doit assumer et non faire assumer par la communauté.

L'autre aspect des soins de santé primaire au Ghana a porté sur les femmes en tant que mères, ce qui est un niveau d'intérêt très limité. Tous les autres besoins des femmes en matière de santé ont été ignorés par le programme de soins de santé primaire. Et même si l'on ne dispose pas de statistiques pour dire que la situation des femmes s'est aggravée avec le PAS, et c'est difficile à dire compte tenu de la situation qui prévalait antérieurement, on peut dire assurément que le PAS n'a pas réduit les taux de mortalité maternelle et autres, au Ghana.

Pour ce qui est du travail, on peut également dire que la restructuration complète des secteurs formel et privé a réduit les possibilités d'emplois, les hommes comme les femmes perdant leurs emplois. Les femmes sont doublement touchées parce que ce sont essentiellement les services de soutien qui sont affectés, dans les emplois subalternes. Bien sûr, le secteur informel est devenu un refuge très précaire pour les personnes qui sont sorties du secteur formel. Une récente étude de T. Manuh et Gracia Clark sur le secteur

du marché montre que les femmes se trouvent confrontées à une rude concurrence, à savoir des jeunes, garçons et filles qui ont abandonné les études et ont envahi ce secteur du commerce. Le secteur du commerce et des affaires est le théâtre d'une compétition acharnée et d'un grand dynamisme. S'il vous arrive de marcher dans les rues, vous pouvez voir nombre de boutiques et de magasins, mais les femmes répètent que les gens n'achètent pas. C'est récurrent dans l'étude de Manuh : beaucoup se plaignent que les gens n'achètent pas. Ainsi, il faut des capitaux pour s'ancrer et pour évoluer dans ce secteur du commerce, mais les femmes ont malheureusement un faible accès au crédit en raison des exigences très strictes du secteur bancaire.

Discussions

Augustine Koshiga de *Groots International* (Ghana) a mis l'accent sur la différence entre le cas du Zimbabwe et celui du Ghana en ce qui concerne le contrôle de la terre et la sécurité alimentaire : les Ghanéens ont le contrôle de leur terre.

Fatou Sow (Sénégal) a posé le problème de la relation entre le Franc CFA, qui est la devise de l'Afrique francophone, et le Cedi, et de son impact sur l'économie ghanéenne. On dit souvent que l'utilisation par les Ghanéens du Franc CFA comme monnaie commerciale a fait partie de la *success story* du pays. Ceci n'était pas une affirmation émanant des experts de la Banque Mondiale, mais de nombre d'économistes africains qui ont travaillé sur l'impact du Franc CFA dans les pays voisins. Pendant de nombreuses années, les voyageurs se rendant au Ghana, au Nigeria, au Rwanda ou au Zaïre ont toujours échangé leurs Francs CFA au marché noir à un meilleur taux. Fatou Sow s'est demandé quel avait été l'impact, sur l'économie ghanéenne, de la dévaluation de 50 % du franc CFA. Les Ghanéens ont l'habitude de vendre leurs cultures de rapport en Côte d'Ivoire plutôt que de les commercialiser dans leur propre pays. En fait, la production nationale de la Côte d'Ivoire a augmenté non parce que les paysans ivoiriens produisaient plus, mais parce que d'autres cultures vendues à la Côte d'Ivoire ont été prises en compte.

La question de la dévaluation de la monnaie a souvent été posée au cours de la discussion. Comme l'a souligné Dina Nfon Priso, la dévaluation a exacer-

bé une situation déjà affectée par la crise économique et les programmes d'ajustement structurel. Au Cameroun, elle a mené à une paupérisation accrue des masses, et surtout des femmes. Dans certains cas, il y a eu la famine. On peut retrouver au Cameroun et dans la plupart des pays africains, tous les effets des PAS notés au Ghana et au Zimbabwe. Ainsi, les PAS n'avaient pas pour objectif la résolution des questions sociales, mais le remboursement de la dette contractée pour faire face aux dépenses de l'État. La crise pose également la question du pouvoir : Quel type de pouvoir ? Quel type d'Etat ? Après la réunion franco-africaine de la Baule (France), en 1990, réunion au cours de laquelle le Président Mitterrand a fait de la démocratie une conditionnalité de l'aide, le même pays (la France) imposait, au Cameroun, le Président Biya dont le régime était tout sauf démocratique.

Abordant la question de l'impact du Franc CFA sur l'économie ghanéenne, Dodzi Tsikata a avancé le point de vue selon lequel seule une intégration économique et monétaire pourrait contribuer à surmonter certains des problèmes économiques créés par les différences de monnaies dans la même sous-région. Elle a souligné que les commerçants locaux se rendent constamment au Nigéria, en Côte d'Ivoire, au Togo ou dans d'autres pays pour y acheter des marchandises parce qu'elles y sont meilleur marché. Après la dévaluation du franc CFA, on a noté que le CFA était revenu à son niveau antérieur (c'est-à-dire environ 1.000 francs CFA pour 2.000 Cedi, la monnaie ghanéenne). Cependant, même quand les prix ont augmenté, en raison de la dévaluation, les commerçants ghanéens ont encore préféré faire leurs achats dans ces pays, plutôt que de ne rien faire.

Vivienne Taylor a mis l'accent sur la façon dont les deux études de cas ont reflété les liens entre le type de restructuration politique tel qu'il se produit dans les pays d'Afrique et les questions de développement économique. Même là où il y avait un engagement et une volonté politiques de promouvoir les intérêts des populations les plus démunies, il semble que l'environnement global ait été hostile à de telles approches. Elle a réfléchi à la nécessité de lier la restructuration politique et le développement économique à un processus rigoureux de démocratisation qui soit axé sur les femmes et sur les personnes exclues historiquement et économiquement. Elle a poursuivi en stipulant que pour que ceci se produise, les femmes activistes devaient revendiquer l'espace et renforcer leurs capacités pour agir de façon décisive et collective à travers des stratégies multiples qui amélioreraient les conditions dans les foyers, les communautés, à l'échelle nationale et régionale.

Devaki Jain (Inde) fit un résumé en soulevant la question centrale : comment faire pour inverser l'effroyable histoire que les pays africains subissent depuis quarante ans, demandait-elle, après que les dirigeants des luttes de libération aient rejoint le gouvernement et soient passés de l'éthique socialiste à l'adoption du programme de la Banque Mondiale ? Comment le réseau des femmes pourrait-il dire « non » à la confusion actuelle, inverser cette effroyable histoire, passer de la philosophie qui prône « il n'y a pas d'alternative » à celle qui soutient « il doit y avoir une alternative » ? Elle reconnaissait que les femmes avaient besoin d'acquérir une force politique et économique afin de s'imposer contre les structures actuelles du pouvoir. Elle faisait cependant part de sa forte conviction que seules les femmes, œuvrant par delà les frontières, pouvaient développer la force pour se débarrasser du « diable ».

6. Remettre en cause ce qui est donné

Peggy Antrobus, Coordonnatrice générale de DAWN

A la fin de la journée, Peggy Antrobus tentait de faire une synthèse de certains points de la discussion en cours, à la lumière de débats similaires qui avaient eu lieu au cours des années depuis 1984, année de la première réunion de DAWN à Bangalore. Elle méditait sur le fait que les discussions de Bangalore lui avaient fait comprendre pour la première fois, auprès des femmes d'Amérique Latine, les implications de la crise de la dette et des politiques d'ajustement structurel qui étaient actuellement introduites pour y faire face. Les débats avaient eu une signification spéciale pour elle, en tant que femme des Caraïbes, parce que, lors d'une réunion quelques semaines auparavant (en juin), les chefs de gouvernement des Caraïbes avaient adopté l'ajustement structurel comme cadre de politiques en vue du développement de la région. Personne n'avait remis cette décision en cause, à ce moment-là. Peut-être parce que personne n'en comprenait les implications pour le peuple caraïbe.

C'était il y a dix ans et, depuis lors, pas une seule rencontre ne s'était déroulée sans qu'il y ait une discussion sur les effets de ces politiques sur les populations et sur les pays. Souvent, lors de ces réunions, quelques femmes entendent parler de ces politiques pour la première fois : cela a toujours un effet catalyseur.

Aujourd'hui, nous avons les critiques. Nous savons ce qu'il y a à faire; mais nous n'avons pas l'air d'être en mesure de nous imposer contre ces énormes structures du pouvoir. Nous savons même pourquoi nous ne pouvons pas nous imposer contre elles!

Si nous avons le temps, nous pourrions continuer cette analyse qui nous permettrait d'éclairer les liens entre les structures économiques, politiques, sociales et même culturelles, qui rendent le changement si difficile.

Il est très important que cette analyse soit partagée avec les femmes à la base, parce que, comme toujours, les gens ne savent pas ce que ces politiques impliquent. Le travail d'éducation doit continuer; il faut toucher les

communautés, afin que les femmes puissent comprendre les liens entre les facteurs économiques, politiques, sociaux et culturels. Les facteurs culturels ont une importance cruciale dans tout ceci.

Si nous devons nous imposer, il nous faut des stratégies différentes. Les discussions entre des personnes comme nous ne suffisent pas. Les critiques seules ne suffisent pas. Je veux ici réfléchir à la signification de ce lieu, Dakar, pour quelqu'un comme moi. Juste au large de Dakar, il y a l'île de Gorée, l'endroit où des milliers d'Africains ont été asservis et d'où ils ont été transportés vers les Caraïbes et les Amériques. Ceci me rappelle que nous avons survécu à des situations bien pires que celles que nous vivons actuellement : en tant que peuple, certains d'entre nous ont survécu à l'esclavage et au colonialisme. Je pense qu'il nous faut parfois réfléchir à ces expériences; à des temps où les conditions étaient beaucoup plus sombres qu'aujourd'hui ; collecter l'information sur nos triomphes et nos *success stories* – même nos petites victoires – pour nous donner de l'espoir et nous aider à imaginer la manière de nous organiser pour résister aux assauts actuels contre notre humanité.

Il me semble que nous ne pouvons pas affronter nos oppresseurs selon leurs conditions. Je pense que les hommes ont fait une erreur en essayant de « mettre en cause les structures du maître, en se servant des outils du maître » : arguments économiques, stratégies politiques formelles. Je pense aussi que les femmes doivent trouver des stratégies différentes, moins conflictuelles, d'autres méthodes (peut-être des façons subversives) pour résister à l'oppression des structures dominantes. Quelqu'un a dit que nous ne pouvons pas abattre l'iceberg, nous devons le saper à la base.

Je veux, à ce stade, revenir à l'intervention présentée hier par Gita. Nous devons considérer le ménage ; et nous devons penser à deux choses : l'alimentation et le ménage, et les associer pour former le cadre de certaines de nos stratégies de résistance. C'est ce que nous devons faire.

Tout d'abord, nous devons « remettre en cause ce qui est donné » (*Challenging the given* : titre du document plate-forme de DAWN pour la Conférence Mondiale sur le Développement Social, le Sommet Social, de mars 1995). Voici les « donnés » que nous devons remettre en cause dans le cadre de notre stratégie.

Les PAS ne mènent pas à une vie meilleure pour les populations. Nous devons le répéter aussi souvent que possible. Comme Thandika l'a souligné hier,

« nous devons passer de TINA – *There is no alternative* – à TEMBA – *There must be alternatives* ». Nous ne pouvons surtout pas nous permettre d'être leurrés par le fait qu'il semble n'y avoir aucune alternative.

Le développement économique ne peut être séparé du développement social. Le marché n'est pas le meilleur moyen de redistribuer les ressources : le marché ne donne pas la priorité aux besoins des populations ; sa priorité est de maximiser le profit. Telle est la logique du marché. (Je veux rappeler aux populations des Caraïbes que nous, les descendants de personnes qui étaient des marchandises sur le marché de l'esclavage, n'avons aucune raison de glorifier le marché).

Le travail des femmes ne peut pas être exploité en toute impunité, juste parce qu'il est sous-rémunéré et sous-évalué, juste parce que les femmes feront ce travail sans salaire. Le travail de reproduction est essentiel à la production économique. Comme l'a dit Gita : « en tant que femmes, imposons nos propres conditionalités ».

Deuxièmement, nous devons dénoncer l'hypocrisie et les représentations déformées qui sont implicites dans le langage des institutions financières internationales (IFI), et même dans celui de nos propres dirigeants. L'aide n'est pas un don. L'objectif de l'ajustement structurel n'est pas d'aider nos pays. Nous devons nous rappeler que nos dirigeants – politiques, professionnels, commerciaux – sont susceptibles de tirer un profit énorme de ces politiques. Certains se feront beaucoup d'argent; nombre d'entre eux formeront une nouvelle élite. Dans ces conditions, ils peuvent aisément être entraînés par les IFI à adopter et à mettre en œuvre de telles politiques.

Troisièmement, nous devons collecter l'information sur les impacts de ces politiques, afin de nous constituer des bases de données en vue de nous engager dans ces stratégies. Nous devons également collecter l'information sur nos succès. Je veux en citer certains : les cercles d'épargne traditionnels (appelés diversement *susu*, *partner* ou *meeting turn* dans les Caraïbes) ; la médecine traditionnelle, le travail novateur que certaines d'entre nous ont entrepris dans les villages en termes d'information économique et de développement communautaire, et beaucoup d'autres choses. Il y a les plus grands succès, tels que nos mouvements de résistance contre l'esclavage et le colonialisme, sans oublier la lutte actuelle de Cuba contre le néocolonialisme. Cuba nous montre qu'il est possible pour les gouvernements de choisir une option autre que la philosophie dominante du développement axé sur le

marché : ce que Cuba démontre, c'est qu'un gouvernement qui a perdu 75 % de ses ressources (depuis l'effondrement du système économique soviétique) peut encore faire de la promotion humaine sa priorité.

Dans le cadre économique alternatif de DAWN, nous collecterons l'information sur ces expériences qui nous donnent de l'espoir face aux structures de pouvoir du développement axé sur le marché. Nous devons utiliser ces expériences pour nous assurer une meilleure donne. Pour en revenir à l'accent mis sur le ménage, nous voyons que cette sphère comporte trois domaines : la santé, l'éducation et le bien-être. C'est dans ces domaines mêmes que l'on est en train de réduire les dépenses publiques, dans le cadre des politiques d'ajustement structurel. On est en train de les laisser au secteur privé, y compris aux ONG. Hier, nous rejetions l'idée que les ONG pouvaient se substituer au gouvernement, et nous savons que les personnes démunies n'ont pas les moyens de faire face aux coûts des services privés ; on laisse assurer ces services par les ménages, c'est-à-dire par le travail des femmes.

Nous devons trouver un moyen d'évaluer ce travail. Il nous faut des statistiques pour quantifier la valeur du travail non salarié et nous savons qu'il existe des difficultés techniques énormes pour le faire, surtout si nous voulons le quantifier et y mettre un prix. Cependant, il y a des façons d'évaluer le travail reproductif des femmes dans le ménage afin de pouvoir revendiquer certains services et certains avantages.

Mais tout d'abord, nous les femmes, nous devons comprendre la valeur de ce que nous faisons, et utiliser cela pour remettre en cause ce qui est donné, les *given*. En fin de compte c'est, bien sûr, notre pouvoir politique qui va nous apporter la réussite.

Nos collègues masculins peuvent être des alliés essentiels. Ils peuvent commencer par nous écouter et nous aider à nous assurer un espace politique. S'ils nous écoutent, ils comprendront que les femmes ont quelque chose d'important à offrir au discours sur le développement, à la formulation de l'action politique qui ne concerne ni les armes, ni les statistiques ni l'argent, mais l'éthique.

Mais nous, les femmes, nous devons tout d'abord être bien précises à propos de notre agenda. Aussi, en fin de compte, ce que nous avons à faire, c'est bâtir d'autres types d'organisations, d'autres types d'ONG. Des organisations qui traiteront des intérêts de genre, tout autant stratégiques que pratiques, des femmes.

Certaines organisations de femmes traitent à la fois des intérêts pratiques et des intérêts stratégiques de genre, mais il n'est pas toujours possible à la même organisation de s'occuper des deux. Il faut une division du travail plus stratégique : DAWN n'est pas un projet de prestation de services ; les chercheurs dans nos institutions ne sont pas bien placés pour s'occuper des intérêts pratiques de genre. Cependant, celles d'entre nous qui travaillent sur les intérêts stratégiques de genre doivent être reconnues par celles qui travaillent sur les questions pratiques : celles d'entre nous qui sont des universitaires doivent s'assurer qu'elles ont des liens avec les femmes au niveau de la communauté et avec la communauté des activistes.

Mais il est également important d'encourager la création d'organisations qui tentent effectivement de faire les deux à la fois. L'organisation pour laquelle je travaille, à Barbados, est une de celles qui cherchent à prendre en compte tant les intérêts pratiques de genre que les intérêts stratégiques.

Nous devons également essayer de créer des liens entre les sphères locales et nationales et entre celles-ci et les sphères régionales et internationales. Une des choses qui me donne de l'espoir, c'est qu'il y a des réseaux de femmes oeuvrant au sein des cercles de décision qui ont conscience de la nécessité d'établir des liens avec des réseaux en dehors de ces cercles.

Ainsi, il y a, dans nos pays, des femmes qui travaillent au sein des bureaucraties gouvernementales, dans les universités, les banques et les entreprises, et qui s'efforcent de créer des liens avec les femmes de l'extérieur. Leurs stratégies sont nécessairement différentes : les femmes à l'extérieur sont celles qui n'ont rien à perdre en termes de leur statut dans le courant dominant, elles peuvent donc être plus radicales que celles de l'intérieur. Dans le même temps, les femmes de l'intérieur qui ont fait le choix de travailler avec les femmes de l'extérieur prennent également des risques et ne doivent pas être rejetées. Nous avons besoin des deux, d'une double stratégie.

Nous pouvons également penser la stratégie interne/externe en termes de Nord/Sud. Il y a des réseaux de femmes qui cherchent à établir des alliances stratégiques entre le Nord et le Sud. La réussite du mouvement des femmes à la Conférence Internationale sur la Population et le Développement du Caire est une histoire d'alliances stratégiques Nord/Sud. DAWN avait des alliés au Nord qui traitaient avec les organisations internationales, ainsi que des liens directs avec les mouvements dans les pays. La stratégie qui a mené au dernier

Comité préparatoire a été extraordinaire : il y avait des femmes (comme Gita) au sein des délégations, et des femmes à l'extérieur des délégations qui étaient en relation directe, avec les mouvements dans leurs pays et qui, à partir de là, étaient en mesure d'influencer les décisions. Voilà les types de possibilités dont nous disposons aujourd'hui, grâce à la technologie : fax, courrier électronique et téléphone.

DAWN a également incité les femmes du Nord, aux États-Unis, au Canada et en Europe, à étudier leur propre situation et à faire évoluer les choses dans leurs propres pays. Certaines ont répondu à cet appel. Nous avons, actuellement, des liens avec des réseaux de femmes au États-Unis, au Canada et en Europe qui sont en train d'utiliser des cadres conceptuels semblables à ceux de DAWN pour remettre en cause ce qui « donné » dans leurs propres pays. (Les politiques d'ajustement structurel ne se limitent pas au Sud. En effet, elles ont d'abord été adoptées aux États-Unis, sous Reagan, et en Grande-Bretagne, sous Margaret Thatcher, avec les mêmes conséquences). Ainsi, après tout, c'est le type de stratégie qui offre les meilleures chances de succès.

Discussions

La séance de l'après-midi a débuté par une discussion renforçant les prémisses de Peggy Antrobus : comment remettre en cause ce qui est donné ?

Vivienne Taylor de l'Afrique du Sud a indiqué que le Programme de Reconstruction et de Développement de son pays, destiné à être le véhicule de la reconstruction nationale et de l'éradication de la pauvreté, compte sur les mêmes sources de financement (Banque Mondiale, F.M.I.) que les autres pays africains. Le défi est donc de garantir que « l'emprunt » ne se fait sous les mêmes conditions, avec les mêmes prescriptions et les mêmes impacts. Les femmes doivent envisager comment elles pourraient influencer ces politiques étatiques qui ont des liens avec l'économie mondiale.

Se faisant « l'avocat du diable », Gita Sen a fait la critique des politiques adoptées après la libération par le Zimbabwe, surtout la question foncière et l'absence de toute tentative sérieuse de redistribution des terres. Par ailleurs, elle a reconnu qu'il y avait des arguments persuasifs dictés par la prudence et le pragmatisme : la capacité du Zimbabwe, durant la période d'après l'indépendance, à survivre et à éviter les épreuves endurées par certains de ses voisins, surtout le Mozambique et l'Angola, à travers une lutte totale et

sanglante pour le pouvoir, était probablement due à une approche plus prudente. Rétrospectivement, on peut au moins comprendre les types de positions adoptés par le Président Mugabe au moment de l'indépendance.

Selon Gita Sen, le gouvernement avait également abordé le problème de la sécheresse de façon positive. Il avait été en mesure de fournir des vivres aux zones rurales et de prévenir la famine et la mort. Certains critiques ont avancé que l'approche du Zimbabwe n'était pas réellement différente, mais ces critiques peuvent être contestées. En outre, même si tel était le cas, cela pouvait-il refléter le fait que, concernant les secteurs sociaux, contrairement à d'autres aspects de l'économie, l'État adoptait une position socialiste en raison d'une coalition de forces, comme c'était le cas des travailleurs industriels au Ghana ? Dans la plupart des pays d'Afrique, il n'y a pas assez de lobbies ou de groupes qui se fassent entendre et s'expriment pour soutenir ces secteurs faibles.

Dans le cas du Ghana, contrairement à d'autres pays, les femmes travailleuses ont été en mesure de s'exprimer sur leurs propres questions. L'incapacité des femmes, en règle générale, à exprimer leur propres préoccupations est un problème majeur. Les femmes constituent le groupe le plus affecté par les restrictions dans ces secteurs, et cependant, à ce jour, elles n'ont pas été très organisées pour les défendre. Ce n'est que très récemment qu'il y a eu, dans certains secteurs, une tentative des femmes pour dire : « Ceci est à nous ; n'y touchez pas ».

L'absence de résistance à de telles politiques permet à la Banque Mondiale et au F.M.I. d'agir littéralement à leur guise. Les personnels de ces agences semblent être en mesure de faire toutes les déclarations qu'ils veulent et d'expérimenter comme ils l'entendent. Personne ne les tient pour comptables de leurs échecs. L'ironie est que la Banque, qui est toujours en train de parler de la responsabilité de l'État, est elle-même fautive quand il s'agit de tenir ses propres bureaucrates pour responsables des politiques et des programmes qui ne marchent pas. Dans le cas tant du Ghana que du Zimbabwe, en fait dans tous nos pays, il faut des réformes, mais pas n'importe lesquelles.

Discutant des réactions des femmes au Ghana, Dzodzi Tsikata notait dans ces réactions des similitudes et des différences avec celles du Zimbabwe. Une réaction a été de mettre en commun les ressources (par exemple à travers le *susu*). Il y avait également un lien entre la religiosité des femmes et la crise

économique : beaucoup d'entre elles se sont tournées vers l'Église en ces temps de crise. En fait, elle pense qu'au Ghana, la réaction n'a pas eu une base très large. Les ONG de femmes pourraient être plus efficaces si elles n'étaient pas aussi proches du gouvernement et du parti majoritaire. Si elles s'étaient engagées dans des projets de formation économique, comme cela a été le cas, par exemple, au Kenya, elles auraient pu élargir le spectre de leurs questions pour inclure une critique plus claire des politiques. L'autre question majeure pour les femmes est l'équité dans les relations de genre.

Dzodzi Tsikata a exprimé son accord avec Gita Sen sur la nécessité pour les femmes de se mobiliser en faveur du secteur social et pour dénoncer la partialité des décideurs et des spécialistes des sciences sociales qui pensent que ce secteur n'est pas essentiel. Par exemple, le rapport sur l'économie du Ghana – *State of the Ghana Economy Report* – qui paraît, tous les ans, n'inclut aucune contribution des autres sciences sociales, parce que les économistes pensent qu'ils comprennent la situation et qu'ils détiennent les réponses. En outre, il y a une tendance à accepter le discours dominant, à faire une dichotomie entre les secteurs social et économique et à donner la priorité à la croissance économique.

L'analyse faite par Dzodzi Tsikata de l'approche du Zimbabwe a été différente de celle de Gita Sen. Elle a rappelé que juste après l'indépendance, il y avait eu ce que l'on avait appelé le « problème de la dissidence » qui avait été maîtrisé au Zimbabwe, contrairement à ce qui s'était passé au Mozambique et aussi en Angola, où Savimbi avait continué sa résistance. Ce qu'on avait appelé la crise post-électorale avait fait l'objet d'une tentative de règlement du côté de Savimbi et de ses pairs; en dépit du fait qu'Eduardo Dos Santos avait gagné les élections, il y avait encore une controverse post-électorale, née du vif désir des autres partis d'être au pouvoir, et bien que les observateurs internationaux aient perçu que les élections avaient été libres et justes. Et en vérité, tout le monde était conscient du fait que Dos Santos avait remporté une victoire significative sur ses adversaires.

Ce que l'on peut déduire de tout ceci, c'est qu'il y a une façon différente de régler les questions selon les pays. Dans la situation spécifique du Zimbabwe, le pays se trouvait confronté à la sécheresse (1981/82) et au problème de la dissidence qui causait des ravages en termes de grande pénurie de ressources : tout en aidant la Mozambique dans le problème de la RENAMO ; il fallait contenir la violence entre le ZANU et le ZAPU. Mais le Président Mugabe a eu la sagesse de dialoguer avec Nkomo. Ils se sont mis d'accord pour le

partage du pouvoir et ainsi, en un sens, la situation de guerre a cessé. Actuellement au Zimbabwe, tout le monde peut littéralement aller n'importe où. Il n'y a aucune différence entre le ZANU et le ZAPU, parce qu'ils se sont unis. Il n'y a de système de parti unique au Zimbabwe; il y a eu beaucoup d'autres partis dans l'opposition, par exemple ceux de Ndabaningi, Sithole, de l'Evêque Musoreva, de Dumbu Jenna (ancien Ministre de la Justice sous Mugabe), le chef du *Forum-Party*, etc. Mais ces partis ne sont pas assez puissants pour défier Mugabe qui commande les masses, toutes les zones rurales et les classes ouvrières. C'est là la politique interne qui doit être prise en compte et analysée.

Comment maîtriser une situation dans des conditions d'adversité? La sécheresse au Zimbabwe a créé une telle situation. Les ONG ont joué un rôle central en termes d'aide alimentaire et de transport, en faisant parvenir l'aide alimentaire dans les endroits les plus reculés du pays, endroits que le gouvernement n'avait pas atteints. Dans ce domaine, il y a eu une certaine coopération entre le gouvernement et les ONG. Cependant, dans le même temps, le gouvernement n'a pas été en mesure de relever les prix au producteur, et en conséquence, les stocks de céréales se sont épuisés. Le *Zimbabwe Trade Union* avait sorti une plate-forme, mais avait été accusé par le gouvernement d'essayer de mettre sur pied une organisation politique.

Les gens vivent dans un climat de crainte: une sorte de *Big Brother is watching you* – l'État vous a à l'œil –, une situation sociale et politique décrite par George Orwell dans son roman *1984*. Les gens ne peuvent pas se déplacer sans être harcelés, s'ils ne peuvent pas produire leur carte d'identité. C'est la situation politique qu'il faut placer dans son contexte, tout comme l'ajustement structurel. D'une part, il y a la consolidation du pouvoir, et d'autre part, la création d'une unité nationale autour du projet économique. La question est de savoir comment combiner les deux. La question alimentaire est fondamentale, parce qu'aucune transformation ne peut avoir lieu si les gens ont faim. Les gens doivent renforcer leurs capacités à se nourrir et empêcher le gouvernement de dépendre du *business* de l'aide alimentaire qui nuit à la capacité locale de production alimentaire.

Bene Madunagu (Nigeria) a souligné que la plupart des interventions présentées au cours de la réunion ont mis en lumière des études de cas sur les politiques d'ajustement structurel en Afrique et les ont analysées dans le contexte des questions de genre qui affectent les femmes. La question était de savoir quel sorte de développement peut le mieux favoriser les ressources

humaines et la promotion humaine. Le défi auquel le groupe s'est trouvé confronté était de voir comment intégrer nos discussions au document produit par la région Afrique pour influencer les positions à adopter à Copenhague et à Beijing ; comment s'assurer que les positions émanant de la réunion officielle refléteront les aspirations et les préoccupations partagées durant la réunion de DAWN.

Christine Naré (Burkina Faso) s'est préoccupée du nouvel intérêt manifesté par la Banque Mondiale pour l'expansion du secteur informel, suite aux PAS. Le nombre de femmes dans ce secteur s'accroît énormément. La Banque Mondiale presse l'État pour qu'il organise ce secteur afin d'en tirer plus d'impôts. Quelles sont les alternatives pour les femmes ? Doivent-elles lutter pour la suppression de ces impôts ?

Viviene Taylor s'est appuyée sur l'analyse de Dzodzi Tsikata concernant le schéma complexe des relations de pouvoir au sein des pays ainsi que la façon dont les règlements négociés (comme au Zimbabwe et en Afrique du Sud) ont souvent abouti à des compromis qui ont restreint la capacité du nouveau gouvernement à promouvoir des politiques de redistribution en matière de terre et de sécurité sociale. Elle a incité les participantes à développer des stratégies communes pour l'Afrique. Elle a été soutenue par Navi Pilay, une autre participante sud-africaine, qui a également fait état de la nécessité de combler le fossé entre les gens de différentes convictions politiques. Elle a déclaré qu'en Afrique du Sud, personne ne pouvait se permettre d'être neutre. Il faut appartenir à une organisation, et si ce n'est pas à l'ANC, on est alors traité d'anti-démocrate.

7. Critique du Rapport de la Commission Économique pour l'Afrique

Ayesha Imam, CODESRIA

Je vais d'abord donner un bref aperçu du contexte de la crise dont les PAS sont supposés être le remède; puis je parlerai brièvement de ce que proposent les programmes du PAS. Je montrerai ensuite, en quelques mots, leurs aspects positifs et négatifs. J'examinerai, enfin, les possibilités d'ajustement avec une transformation structurelle et les orientations qu'elles pourraient prendre.

Je ne parlerai pas beaucoup d'ajustement structurel, car je pense que la plupart des personnes présentes dans cette salle ont suffisamment entendu parler de ce sujet. Mais il y a un certain nombre de choses qu'il est important de dire ou de rappeler.

L'une d'elles est l'assomption ou la suggestion tacites que l'économie africaine a commencé à se détériorer avec l'indépendance, que le colonialisme était une phase positive et que nous avons commencé à avoir des problèmes quand nous avons accédé à l'indépendance. Mais si nous regardons les chiffres, nous voyons que tel n'est pas le cas. Jusque vers 1980, de la période immédiate d'après l'indépendance aux environs de 1980, le taux de croissance moyen pondéré du PIB en Afrique était de 5,6 %. Ce n'est pas énorme, mais tout à fait comparable à celui d'autres pays non industrialisés. Et il est évident que c'est à partir de la fin des années 70 et du début des années 80 que le taux de croissance du PIB, etc., a commencé à chuter. Ce n'est pas en soi un phénomène lié à l'indépendance.

En raison de ce lien prétendu avec la période d'après l'indépendance, les problèmes économiques de l'Afrique sont très souvent attribués à des causes internes. Certaines d'entre elles ont été mentionnées et réfutées hier : échec des politiques; rôle personnel ; explications culturelles; tendance à favoriser l'industrie; recherche de l'avantage personnel; corruption. Il est vrai que nous avons effectivement des groupes comme cela et, personnellement, dans mon pays, j'ai été engagée dans la critique des leaders locaux et des dirigeants de l'État. Mais il est absurde de suggérer que la performance médiocre et tout particulièrement la crise qui sévit en Afrique depuis 1980 est uniquement due à ces causes. Si elles sont des justifications, comment ont-elles pu se

produire après 1973 ? Que s'est-il passé, subitement, pour qu'il y ait tous ces événements en 1973, mais pas avant ? Ils ne coïncident pas avec la période où l'économie a commencé à se dégrader.

Nous tenons une explication avec le dicton selon lequel : « Quand Londres, Rome et Paris éternuent, l'Afrique s'enrhume », ce qui veut dire qu'avec la crise du pétrole, la hausse des taux d'intérêt, la récession mondiale dont aucune n'a été causée par l'Afrique, les dettes relativement modestes deviennent écrasantes. Je trouve qu'il y a un problème dans la façon dont notre production est organisée et dans notre dépendance économique, etc. La crise n'y trouve pas son origine. Mais ses effets sur l'Afrique ont été pires que sur d'autres régions du monde.

Je pense qu'il est très important de bien comprendre cela. C'est en raison de cette mauvaise perception de la cause de la crise en Afrique qu'il est possible de discuter des raisons pour lesquelles les programmes d'ajustement structurel ne marchent pas en Afrique. Et pour l'Afrique dans son ensemble, ils ne marchent pas. Ils ne marchent pas non plus en termes micro-économiques.

Selon la Commission Économique pour l'Afrique (CEA), l'Afrique dans son ensemble a enregistré des chiffres désastreux durant la période d'ajustement structurel : son PIB a chuté de 2,7 % à 1,8 % ; le rapport investissements/PIB a baissé de 6,5 % à 7,5 % et le pourcentage des recettes à l'exportation qui va au service de la dette est passé de 17,5 % à plus de 23,5 %. Ces chiffres sont relativement anciens mais les derniers chiffres n'indiquent pas de changement de tendance. Comme Thandika Mkanwadi le soulignait hier, on peut voir un pays s'en sortir durant deux années et régresser durant les deux années suivantes. Vous pouvez donc voir que c'est une tendance qui ne dure pas. La plupart d'entre nous connaissons, chacun dans son propre pays, ces chiffres désastreux. Une critique, faite par nombre de personnes, comprenant le Cadre alternatif africain, les critiques de la CEA, est que la structure de l'économie internationale, dans laquelle, en règle générale, les pays africains continuent de produire des matières premières pour le marché mondial sans contrôler les termes de l'échange, n'est pas touchée par les programmes d'ajustement structurel. Vous pouvez faire ce que vous voulez sur le plan interne, la situation externe reste inchangée.

L'argument selon lequel les entreprises étatiques devraient être supprimées ne tient pas compte des difficultés rencontrées par les économies africaines; pour des raisons historiques, l'État est le principal investisseur et quand il se

retire, les investisseurs privés (étrangers ou nationaux) ne peuvent pas assurer la relance des secteurs affaiblis.

Le PAS nie l'efficacité de la protection économique, à travers les subventions, l'intervention étatique, ou même les importations de substitution auxquelles ont eu recours les pays qui se sont développés tardivement tels que l'Allemagne au 19^e siècle, par exemple, et que des pays que l'on dit nouvellement industrialisés tels que le Japon ou la Corée du Sud par exemple, utilisent actuellement.

L'ajustement structurel a porté préjudice à une vaste majorité de la population. Il est très difficile de parler de reprise pour l'avenir si on est d'accord que ce sont les gens qui font le développement et non l'inverse; nous connaissons tous, les chiffres sur la mortalité infantile, les taux de maladie, les taux de la malnutrition qui sont en hausse, dans la plupart des pays, durant la période d'ajustement structurel qui a été organisé de telle sorte que les femmes ont été plus affectées que n'importe quel autre groupe dans la société.

Ces critiques ont été faites avec force, y compris la critique de la CEA qui a abouti au Cadre alternatif africain pour l'ajustement structurel. Comme l'étude de l'UNICEF, celle de la CEA fait état du cadre international, mais, dans l'ensemble, elle met l'accent sur les politiques internes des pays pris individuellement en Afrique, probablement en raison du fait que les conditions politiques internationales actuelles excluent tout changement important dans les termes de l'échange et dans le système financier. Plutôt que de critiquer le programme orthodoxe d'ajustement structurel en ce qu'il ignore les effets sur les démunis et les vulnérables, elles proposent des politiques qui visent une certaine croissance économique qui protège les démunis et les populations vulnérables. Le Cadre alternatif africain considère que la racine de la crise est la structure économique de la dépendance, à savoir la production pour l'exportation de biens qui ne sont pas beaucoup utilisés en Afrique. Dans de très nombreux cas, les pays produisent des biens pour l'exportation, mais il existe, pour ces biens, au moins un vaste marché intérieur qui peut les absorber sur le plan interne, si le marché extérieur n'en veut pas.

Mais le problème du Cadre alternatif africain est qu'il ne mentionne pas non plus un certain nombre de caractéristiques de nos économies africaines, dont certaines sont partiellement dues à la crise et en sont des effets, et d'autres sont affectées par la crise : dégradation de l'environnement, tendance à favoriser le milieu urbain, infrastructure physique, fragmentation de l'Afrique

en marchés restreints, exposition des économies africaines aux facteurs externes, faiblesse de l'économie institutionnelle et existence d'un vaste secteur de production de subsistance. Certains autres éléments ont cependant été mentionnés, entre autres causes des difficultés économiques particulières en Afrique, à savoir les affinités linguistiques, les groupes ethniques nationaux et les relations de genre. Et comme Gita Sen le disait hier, il y a également un peu partout des domaines de différenciation sociale qui ne deviennent pas toujours et en toutes circonstances, des causes de l'existence des crises. Il y a souvent des lignes de faille qui se produisent à cause des raisons pour lesquelles les gens s'organisent; elles ne créent pas nécessairement des crises en elles-mêmes.

Le Cadre alternatif africain soutient effectivement que le but du développement économique est le bien-être des populations et non l'inverse, ce qui est un bon point. Le premier objectif est donc, dit-il, l'allégement de la pauvreté et l'élévation des conditions de vie des populations. Cependant, et c'est là que le problème commence, le second objectif perçu comme essentiel au premier, concerne l'accroissement et l'expansion de la production ainsi que la diversification de capacités de production qui ne pâtiront pas exagérément des chocs extérieurs. Nous ne devrions peut-être pas parler d'accroissement de la production mais du transfert d'un domaine à un autre des types de production dont nous disposons. Le troisième objectif est l'autonomie nationale et collective, qui, je pense, ne pose pas de problème, en principe, pour beaucoup d'entre nous.

Pour réaliser ces trois objectifs, il nous faut, selon le Cadre alternatif africain : tout d'abord, l'autosuffisance alimentaire par l'amélioration de l'accès des populations aux facteurs de production, surtout la terre (et il est spécifiquement précisé « améliorer l'accès des femmes à la terre » ; la création d'opportunités d'emploi ; l'amélioration de la distribution de la richesse nationale ; puis deux éléments qui semblent un peu problématiques : la modification du régime alimentaire afin que les gens consomment ce qu'ils produisent – c'est en principe, une très bonne idée que nous apprenions tous à manger ce que nous produisons localement, mais la façon dont cela est dit suggère que nous devons modifier leur consommation pour qu'elle corresponde à ce qu'ils produisent. Cela semble un peu autoritaire, mais en principe, je pense personnellement que c'est une bonne idée. On parle, de la même façon, d'accroître la consommation interne de produits de masse et, là encore, de faire correspondre le goût des populations avec ces produits.

Le Cadre alternatif africain parle également de préserver l'environnement national. A mon avis, la façon dont il considère « la protection de l'environnement national » pose problème : demander aux populations de ne pas couper d'arbres sans en planter, de ne pas faire de feux de brousse et de ne pas faire paître trop de bêtes sur des pâturages maigres. Mais toute la dégradation de l'environnement n'est pas le fait d'individus qui coupent des arbres, car il y a également l'importante industrie du bois. On pourrait parler d'améliorer les pâturages ou l'accès des populations à ces pâturages. Ainsi, en tant qu'objectif, c'est bien ; mais les moyens de traiter ces objectifs me semblent légèrement suspects.

Il y a également un certain nombre de propositions de mesures ou d'instruments de politiques, présentés comme des choix dans ce que l'on appelle un « menu », concernant le renforcement et la diversification du capital de production ; l'amélioration et la distribution du revenu ; l'ajustement des dépenses publiques pour faire face aux besoins des populations ; et la fourniture d'un soutien institutionnel en vue d'un ajustement avec une transformation structurelle. Et si on examine ces éléments, on voit que les pays pris individuellement peuvent décider quelles options particulières choisir dans quelle série pour qu'elles correspondent à leurs propres besoins particuliers : certaines sont utilisées, d'autres ne le sont pas. Mais ceci ne reconstruit certainement pas le ménage. Il n'y a pas non plus de recours au radicalisme ou d'insistance sur les dons plutôt que les prêts. Si l'aide doit être une aide, il faut la donner franchement, sans contraintes, sans remboursement. Nous avons beaucoup remboursé ; nous avons remboursé plus en intérêt que le montant initial de ces prêts. De façon moins radicale, il n'est même pas nécessaire d'avoir plus de financement ou un rythme plus lent d'ajustement et de stabilisation. A franchement parler, je ne nourris pas beaucoup d'espoir pour cela, moi-même.

Finalement, un ensemble de propositions ont été élaborées : tout d'abord, utiliser le type de mécanismes dont nous parlions dans la charte de la participation populaire ; deuxièmement, mettre l'accent sur la petite production horticole ou agricole et sur l'industrialisation à petite échelle, parce que le problème présumé du secteur informel, ce n'est pas qu'il soit inefficace ou peu productif, mais qu'en règle générale, il n'a pas été pris en compte et qu'il n'est pas taxé. Il y a toute une littérature en particulier sur l'économie réelle du Zaïre, une économie informelle qui fait vivre les populations.

Discussions

Le premier point soulevé dans la discussion était de savoir comment négocier la liste de priorités établies par le document de la CEA (petite industrie, exploitation agricole actuelle, autosuffisance), avec le processus politique en cours dans les pays et avec les institutions financières internationales. La décision du Forum des femmes africaines était en fait de vérifier la liste et de voir si elles étaient disposées à se mobiliser sur certaines de ces revendications qui sont devenues le véhicule politique ou le moteur permettant de mener à bien les négociations. Mais la question est de savoir comment la faire accepter dans ce carcan particulier imposé par la finance internationale, la gouvernance économique actuelle et les propres souhaits de nos pays. Après 1990, qu'est-il advenu du document de la CEA ? Les pays l'ont-ils tout simplement ignoré, tout comme ils l'ont fait pour le rapport de la Commission Sud, par exemple ? S'ils l'ont ignoré, il est très important pour nous de savoir pourquoi. Parce que, une fois encore, les femmes peuvent produire leur propre liste de cadres économiques alternatifs, et que l'on n'y prête pas attention, à moins qu'elles ne représentent une force politique.

Commentant les raisons pour lesquelles les alternatives des femmes n'ont pas été acceptées, Gita Sen a soutenu que c'était parce que, au sein de la structure de pouvoir existante, l'alternative aux institutions financières internationales à l'échelle mondiale a été assurée par certaines des agences des Nations-Unies. Ces agences ont été réellement mises à mal par les attaques des Institutions de Bretton Woods au point qu'elles sont en train de se débattre contre les accusations dont elles font l'objet. Dans leurs attaques contre les agences clés chargées du développement – la CNUCED et le PNUD –, les Institutions de Bretton Woods ont recours aux mêmes arguments avancés contre les États dans nos régions : elles sont corrompues, inefficaces, excessivement bureaucratiques, et ne tiennent pas leurs promesses. Les Institutions de Bretton Woods – qui sont en fait beaucoup plus inefficaces – pensent donc qu'elles devraient elles-mêmes assurer le travail de développement économique; et que les agences des Nations-Unies devraient s'occuper, à présent, de ce qui est de leur capacité, c'est-à-dire le maintien de la paix ici, et la sécurité ailleurs. Ce sont exactement les mêmes arguments. Nous devrions également nous rappeler que ceci émane d'une des plus vastes bureaucraties au monde, une bureaucratie énorme, centralisée et fortement subventionnée. Elles utilisent, de façon très effective, contre le système des

Nations-Unies, les mêmes arguments que ceux utilisés contre nos propres gouvernements. Elles ont pu se permettre d'agir ainsi parce qu'elles n'ont trouvé en face d'elles aucune force politique alternative.

Les propos de la CEA n'ont pas compté parce qu'il n'y a pas de support politique à travers lequel non seulement faire passer, mais imposer le message dans la sphère de prise de décision. C'est là finalement que les femmes trouvent leur voie, car il n'y a pas d'autre groupe comme celui qu'elles constituent à l'échelle mondiale et qui est le seul groupe potentiel qui peut se mobiliser pour faire la différence sur les plans national et mondial. Elles ont déjà commencé à faire la différence sur un plan mondial : elles l'ont fait à la Conférence des Droits Humains de Vienne et à la Conférence du Caire sur la Population. Beaucoup de choses sont en train de se mettre en place au Caire en termes de suivi pour que les recommandations ne restent pas au niveau mondial et pour qu'elles soient répercutées au niveau national. Les femmes ne l'ont pas encore fait pour les questions de développement. Il leur faut enfin commencer à dire : « Nous en avons assez ! ». Ce faisant, le problème essentiel reste la façon dont nos frères de la CEA et d'autres types d'organisations progressistes formulent leur message. Le genre n'est pas pris en compte dans leur message. La promotion humaine est présente, mais elle est complètement asexuée. Il y a un refus de reconnaître que ce sont les femmes qui ont fait les frais de toutes ces politiques. Ils ne le reconnaissent pas et sont donc incapables de se mobiliser ou de travailler avec les groupes qui pourraient réellement faire la différence, comme les femmes. Dans le cas de l'Afrique, certaines des choses qui doivent être faites sont, en réalité, d'une simplicité navrante.

Sur le plan international, la majeure partie de la dette africaine est une dette publique, et non une dette auprès de banques commerciales privées. Si l'on s'adresse aux institutions internationales – aux institutions de Bretton Woods – leur réponse sera : « Il n'est pas dans nos règles d'effacer la dette ». Mais on sait que si les Directeurs exécutifs des institutions de Bretton Woods s'asseyaient et décidaient de le faire, ils pourraient le faire demain. Effacer la dette permettra de libérer des ressources et d'éviter de saigner le pays. En termes de commerce, l'Afrique a besoin d'un fonds de stabilisation des produits primaires et non d'aide. L'Afrique a besoin de stabiliser les prix des produits primaires. Un certain nombre de suggestions ont été faites sur la façon de placer l'argent dans un fonds qui deviendrait autonome. Ainsi, les solutions existent. Ce qui fait défaut, c'est le mécanisme politique pour

réaliser ces solutions. L'Ile Maurice, par exemple, a consacré beaucoup de ses efforts au développement social. Comment le pays a-t-il réussi à s'investir autant dans la santé et dans l'éducation ? Ce cas mériterait d'être analysé par une institution telle que la CEA ou autre. Au lieu de se plaindre, il faut commencer par examiner ce qui a vraiment mal tourné, les actions à mener, comment mobiliser les acteurs politiques pour canaliser leurs efforts et les faire avancer. Il est temps, à présent, en Afrique, que les femmes commencent à dire : « Assez ! Nous savons dans quelle direction il nous faut avancer. Nous allons travailler pour vous demander des comptes, dorénavant, que vous soyez institutions de Bretton Woods ou institutions des Nations-Unies, CEA ou quiconque d'autre. Vous n'allez plus définir les alternatives de développement comme si nous n'existions pas ».

A propos de l'effacement de la dette, Ayesha Imam a parlé de la façon dont l'Afrique allait procéder. En règle générale, la plupart des pays ne se sont pas intéressés au débat pour les raisons que Gita a évoquées. Dans certains pays, cependant, le débat a été étouffé plutôt qu'ignoré. Ainsi, le Nigeria a empêché les Nigériens de tenir des ateliers et des séminaires pour en discuter. Parce que personne n'était censé discuter de quoique ce soit, sauf du propre programme d'ajustement structurel du gouvernement; et même pour cela, les Nigériens n'avaient pas le droit de discuter de la réalité des problèmes. Dans le cadre du Burkina Faso, jusqu'à l'assassinat du Président Sankara, le pays a eu un programme d'ajustement structurel qui a réduit les dépenses publiques dans les secteurs de la défense, des ambassades et des missions. Lors de la réunion de l'OUA, le gouvernement burkinabé avait demandé l'autorisation de faire voyager ses représentants à bord de l'avion officiel nigérian, plutôt que d'encourir des frais. La location d'un jet présidentiel représentait des dépenses substantielles pour un si petit pays. Les fonds transférés de la défense sont allés à la santé, l'agriculture et l'éducation. Non seulement le Burkina Faso remboursait sa dette, mais pendant une brève période, le taux du PIB a connu une hausse qui a eu des répercussions sociales énormes. L'Angola, qui est un autre exemple, a appliqué les mêmes types de politiques, mais a dû ré-affecter une part importante de ses ressources financières à la défense, en raison des incursions des rebelles de l'UNITA soutenus par l'Afrique du Sud. En outre, le gouvernement ne pouvait pas recevoir d'aide étrangère, c'est-à-dire l'aide provenant des institutions financières internationales, sans renoncer à ses programmes d'éducation de masse et de santé populaire. Ainsi, il ne s'agit pas uniquement d'un manque de support politique en vue d'autres alter-

natives. Mais, dans les cas ci-dessus, il y a une politique institutionnelle du bâton brandi par l'extérieur, en l'occurrence, par le F.M.I.

En termes de recommandations spécifiques, il y en a très peu de nouvelles : une question qui se pose, c'est précisément de disposer d'un support politique. Le document de la C.E.A. est particulièrement encourageant, car il montre comment l'on peut commencer, au moins, à avoir un impact sur les gouvernements et les États, et à mobiliser les populations et les communautés pour qu'elles aient cet impact. Le document ne prétend pas avoir réponse à tout, mais il suggère ce qui doit être évident pour tous : si les pays n'agissent pas de concert, ça ne marchera pas. Poursuivant la même idée, Peggy Antrobus a donné l'exemple de Cuba. Le Président Fidel Castro avait tenté, en 1978, de susciter la volonté politique du Sud en vue de résister au paiement de la dette. Il a certes échoué, mais il a essayé. Il avait invité de nombreux gouvernements à une conférence et appelé à la résistance, mais ceux-ci ne l'avaient pas suivi. Une des raisons en était que les personnes qui négociaient les termes étaient celles-là mêmes qui bénéficiaient du système.

8. Conclusions

Vivienne Taylor, SADEP, University of the Western Cape

La Réunion régionale africaine de DAWN a constitué un forum qui a permis, à des Africaines d'horizons divers, d'engager un débat crucial sur des questions, ayant un intérêt fondamental pour les femmes.

L'impact des débats et du processus d'échange d'informations instaurés par DAWN a eu une importance particulière, lors de la Conférence du Forum des ONG africaines de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes (1995).

Les deux présentations de panels, l'une sur les cadres économiques alternatifs et l'autre sur les droits de la reproduction, ont aidé à faire déboucher les débats de la Réunion régionale de DAWN sur un forum et un processus beaucoup plus larges. Ainsi, les questions soulevées lors de la réunion ont été soumises à un processus de vérification et d'information en retour plus vaste. Les femmes ont partagé les mêmes points de vues, la même colère, une frustration, une énergie et des recommandations similaires pour un autre type de développement.

A travers l'analyse et les activités, DAWN s'est engagée à développer des cadres et des méthodes alternatives en vue de réaliser les objectifs de justice économique et sociale, de paix et de développement, sans aucune forme d'oppression basée sur le sexe, la classe, la race et la nationalité. DAWN est un réseau féministe de femmes originaires des pays du Sud qui recherchent activement des cadres alternatifs de développement en vue de promouvoir la transformation sociale à tous les niveaux de la société. Le réseau est constitué de chercheurs, de décideurs et d'activistes féministes (Documents de DAWN).

Depuis sa constitution en 1984, DAWN poursuit la tradition de fournir des cadres alternatifs pour l'analyse critique du développement. En outre, les membres de DAWN s'assurent que les perspectives des femmes du Tiers-Monde sont exprimées à l'échelle globale, régionale, nationale et locale, comme cela a été très manifeste à la réunion régionale pour l'Afrique.

Les débats lors de la réunion régionale africaine ont renforcé la nécessité pour DAWN de s'interroger sur l'impact du développement sur les populations

démunies, surtout les femmes, tout particulièrement à la lumière des crises économiques et politiques globales, et d'exprimer de façon permanente la nécessité urgente de plaider en faveur de processus de développement alternatifs mettant l'accent sur les besoins de la majorité des populations à travers le monde. Les débats sur l'Afrique ont mis en exergue la standardisation et le pouvoir des processus économiques et politiques globaux qui déterminent le contexte des expériences nationales et régionales diverses et restreignent souvent les possibilités de stratégies et d'actions alternatives.

Les expériences partagées de nombreux membres de DAWN avec des initiatives à la base, présentées à la réunion et dans d'autres enceintes au niveau communautaire, ont renforcé la détermination des membres à chercher à appréhender ces actions dans une perspective plus large : lier, en quelque sorte, les activités au niveau micro à une perspective au niveau macro. La réunion régionale et les questions qui y ont été débattues concernant les PAS, l'accroissement de l'inégalité, la violence, l'accentuation de la pauvreté ont, une fois de plus, montré que ce sont les expériences vécues par les femmes démunies à travers le Tiers-Monde, dans leurs luttes pour assurer la survie de leurs familles et leur propre survie, qui fournissent l'éclairage le plus net pour comprendre les processus de développement.

Les débats et les questions ont également montré l'imbrication des processus politiques et économiques, la nécessité d'un processus de développement centré sur les populations, particulièrement les femmes démunies. DAWN est convaincu que, dans la construction d'un avenir « sans les multiples oppressions de genre, de classe, de race et nationalité, qui peut former la base de visions et de stratégies nouvelles dont le monde a actuellement besoin », les alternatives devraient être fondées sur les luttes des femmes opprimées.

Annexe 1

Programme de la Réunion Africaine de DAWN (Dakar 11-13 novembre 1994)

11 novembre 1994

9 h 30

- (1) Allocution de bienvenue et introduction par Bolanle Awe, Coordinatrice régionale de DAWN pour l'Afrique
- (2) Historique et structure de DAWN par Peggy Antrobus, Coordinatrice générale de DAWN
- (3) Discours d'ouverture par Thandika Mkandawire, Secrétaire exécutif, CODESRIA

11 h

- (4) Présentation et discussion sur les grandes lignes de la plate-forme de DAWN sur les cadres économiques alternatifs, par Gita Sen, Coordinatrice de recherche de DAWN sur les cadres alternatifs

14 h – 14 h 30

- (4.1) Situation dans les pays africains : Réactions aux grandes lignes de DAWN

12 novembre 1994

9 h

- (5) Exposé des études de cas par pays :
Zimbabwe : Ona Jirira Kwanele, Université du Zimbabwe
Ghana : Dzodzi Tsikata, ISSER, Université du Ghana

11 h

- (5.1) Discussions

14 h *Les grandes lignes de la plate-forme*

- (6) Critique des documents régionaux et internationaux : Rapport de la Commission Économique pour l'Afrique pour l'Alternative Africaine par Ayesha Imam, CODESRIA

15 h

- (6.1) Discussion

13 novembre 1994

13 h - 15 h

Atelier de DAWN au Forum régional des ONG : Cadres économiques alternatifs

14 novembre 1994

13 h - 15 h

Atelier de DAWN au Forum régional des ONG : Droits de la reproduction

Annexe 2

Procès-verbal de la Réunion régionale africaine de DAWN, Dakar, 12 novembre 1994

La réunion a été convoquée à 16H.50 par la Présidente de séance, Prof. Bolanle Awe, Coordinatrice régionale africaine actuelle de DAWN.

Bolanle Awe a expliqué les difficultés rencontrées dans la coordination régionale en Afrique. Il y a eu certains facteurs historiques, de sérieux problèmes de communication, des contraintes en matière de ressources et beaucoup d'autres facteurs qui ont abouti à une absence de stratégie ou de programme coordonnés pour promouvoir le travail ou les activités de DAWN dans la région. Elle a vivement incité les participantes africaines qui sont liées à DAWN à s'assurer que, dans la coordination des processus régionaux, elles disposent d'infrastructures administratives telle que le fax, des réseaux de télécommunication fiables et d'autres services de soutien. Elle a également souligné que pour oeuvrer avec DAWN, il fallait faire preuve d'engagement, disposer de temps et avoir de l'énergie.

Faire preuve d'engagement et de volonté de consacrer du temps et de l'énergie au travail de DAWN.

Disposer d'équipements tels que le fax, le téléphone et d'autres services du même type.

Bolanle Awe a exprimé sa joie pour la participation (40 personnes) et l'enthousiasme des femmes africaines vis-à-vis de DAWN.

Il y a eu ensuite des questions, des clarifications et des commentaires sur la façon dont DAWN fonctionne en tant que réseau : quel est le type de structure globale ? Comment les régions sont-elles reliées structurellement au Secrétariat général ? DAWN a été perçu comme un forum permettant aux femmes africaines de s'exprimer dans les instances internationales. Des critères ont été fixés pour l'élection de points focaux et de représentantes de la région africaine de DAWN au Comité d'Organisation. Il a été convenu qu'en plus d'un point focal en Afrique australe, la situation exceptionnelle de l'Afrique du Sud requérait un point focal spécifique, pour les raisons suivantes :

1. Aider à intégrer l'Afrique du Sud à l'Afrique, étant donné son isolement antérieur.
2. La nature complexe des difficultés inhérentes à la période post apartheid et les leçons que l'Afrique du Sud peut tirer d'autres expériences.
3. La diversité de la région d'Afrique australe, l'immensité de la région et les problèmes de communication.

Patricia McFadden du SAPES et Fatou Sow du CNRS/IFAN ont été élues par un vote unanime comme les deux représentantes africaines au Comité de Coordination. Les points focaux ont été élus comme suit : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest francophone, Afrique de l'Ouest anglophone, Afrique centrale, Afrique australe, Afrique de l'Est, Afrique du Sud et Afrique lusophone, pour respecter les diversités tant linguistiques que régionales.

Sur propositions, les personnes suivantes ont été élues, suite à un vote unanime :

1. Afrique de l'Ouest francophone : Fatou Sow (Sénégal)
2. Afrique de l'Ouest anglophone : Bene Madunagu (Nigeria)
3. Afrique centrale : Dina Nfon Priso (Cameroun)
4. Afrique australe : Patricia McFadden (Zimbabwe)
5. Afrique du Sud : Vivienne Taylor (Afrique du Sud)
6. Afrique de l'Est : Fatma Alloo (Tanzanie)

Il n'y a pas eu de représentantes de l'Afrique du Nord et de l'Afrique lusophone. Il a cependant été signalé que Amal El Hadi d'Egypte a participé au réseau de DAWN et qu'il faudrait la contacter pour faire office de point focal pour l'Afrique du Nord. Pour l'Afrique lusophone, Marie-Josie Ato, Isabelle Casamire et Graca Machel ont été proposées comme éventuels points focaux.

La réunion a alors chargé les point focaux élus de fixer le calendrier de l'atelier de DAWN sur les Cadres économiques pour la Conférence des ONG de Dakar. Vivienne Taylor a été chargée de coordonner la présentation du panel lors du Forum des ONG. En outre, il a été convenu que les points focaux se réuniront avec les deux coordinatrices à une date convenue, suivant la disponibilité des fonds du secrétariat de DAWN, pour mettre au point un programme d'action détaillé.

Le procès-verbal de la réunion a été rédigé par Bene Madunagu.

Annexe 3

Liste des participantes

Natalie Africa

Project Coordinator NGO Secretariat for Beijing

Box 62319, Marshalltown 2107, South Africa

Tél : (27) 113311125 - Fax : (27) 11 331 2363

P. S. Aku

Economics Department, Ahmadu Bello University

Zaria, Nigeria

Tél : (234) 069 51976

Fatma Alloo

P. O. Box 20027, Dar Es Salaam, Tanzania

Tél : (255) 51- 49193 - Fax : (255) 51 - 44939

Jummai Audi

Faculty of Law; Institute of Administration

Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria

Bolanle Awe

MacArthur Foundation, West Africa Office

2, Oshin Street, U.P.T.O. Box 22483

Kongi, Ibadan, Nigeria

Tél : (234) 2 - 810 0139 - Fax : (234) 2 - 810 0095

I. B. Bassir

General Studies Department, Ladoke Akintola University

Ogbomoso, Oyo State, Nigeria

Tél : (234) 02 810 16 01

Emelda Boikanyo

Women's Health Project

Box 15764, Lyhelton 015, South Africa

Fatou Camara
37, Avenue Nelson Mandela,
Dakar, Sénégal

Ngobo Ekotto Ndoumbe
ALVF, B.P. 2350, Yaoundé, Cameroun
Tél/Fax : (237) 20 41 37

Dora Essaka-Deido
Athena, B.P. 2757, Yaoundé-Messa, Cameroun
Tél/Fax : (237) 20 41 37

Fatou Fall
APROFES, B.P. 12, Kaolack, Sénégal
Tél/Fax : (221) 41 31 95

Julie Gipwola
Uganda Media Women's Association
P. O. Box 7236, Kampala, Uganda
Tél : (256) 41- 25 72 57 - Fax : (256) 41- 25 01 28

Ayesha Imam
B.P. 5339, Dakar-Fann, Sénégal
Tél : (221) 820 27 55 - Fax : (221) 823 55 90

Kwanele Ona Jirira
Institute of Development Studies, University of Zimbabwe
Department of Agrarian and Labour Studies
Box 880, Harare, Zimbabwe
Tél : (263) 33 33 41 / 3 - Fax : (263) 33 33 45

Asma'u Joda
Women in Independence Self Sufficiency and Economic
Advancement, Galadima Quarter
P. O. Box 5146, Yola, Nigeria

Maria Diarra Keita
Institut pour l'Éducation Populaire
B.P. U 2 A, Kati Coco, Kati, Mali
Tél. / Fax : (223) 27 21 66

Bene E. Madunagu
Department of Biological Sciences
University of Calabar, P. O. Box 3663, Unical Post Office
Calabar, Cross River State, Nigeria
Tél : (234) 87- 22 23 40 - Fax : (234) 87- 22 38 46

Pili Mtambalike
Tanzania Media Women's Association
P. O. Box 8981, Dar Es Salaam, Tanzania

Mairo A. Mu'azu
Centre for Social and Economic Research
Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria

Christine Naré
Comité d'étude sur les Femmes, la Famille et l'Environnement en Afrique,
(CEFFEVA / COWSFEVA)
B.P. 5906, Dakar-Fann, Sénégal
Tél : (221) 820 20 85

Dina Jeanne Nfon Priso
Centre médical Bouquet
B.P. 7315, Douala, Cameroun
Tél/Fax : (237) 40 31 18 - Fax : (237) 42 02 77

Felicia Ombias
British Council, 11 Kingsway Road
Ikoyi, Lagos, Nigeria

Hannah Opoku-Agyeman
Groots International, Box 1562,
Accra, Ghana

Adesuwa Osemwegie
Gender Development Consultant
44, Community Road, Akoka Yaba, Lagos, Nigeria

Augustine Owashiga
Groots International, Box 1562,
Accra, Ghana

Charmaine Pereira
Department of Sociology, Ahmadu Bello University
Zaria, Nigeria

Navi Pillay
Women's Lawyers Association
P. O. Box 4592, Durban, South Africa
Tél : (031) 28 28 51 - Fax : (031) 30746605

A. I. Pogoson
Nigeria Since Independence History Project
P. O. Box 21827, University of Ibadan
Ibadan, Oyo State, Nigeria
Tél : (234) 02 - 414598

Prabha Prabhakar Bhardwaj
P. O. Box 11927, Nairobi, Kenya
Tél/Fax : (254) 2 - 631 789

Nene D. Sbongile
National Women's Resource and Service Center
3 nd FI Heerenqracht, 87 de Korte Street,
Braam Fontein 2017, South Africa
Tél : (011) 403 7614 / 5 - Fax : 403 7879

Nombulelo Siqzana-Ndulo
TRAUW, University of Transkei
P. B. X1, Unitra, Umtata, South Africa
Tél : (0471) 302 2258 - Fax : 302 2595

Fatou Sow

CNRS, Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop

Université Cheikh Anta Diop, B.P. 206, Dakar, Sénégal

Tél : (221) 825 00 90 / Fax (221) 825 65 33

Mariam Sow

Économiste, consultante

74 rue Amadou Assane Ndoye, Dakar, Sénégal

Tél. : (221) 822 52 65

Viviene Taylor

SADEP, University of Western Cape,

Private bag X17, Bellville, Cape Town, South Africa

Tél : (021) 959 22 05 / 32 43 - Fax : (021) 959 32 42

Dzodzi Tsikata

ISSER, University of Ghana Accra, Ghana

Third World Network, Africa Regional Secretariat

Tél : (233) 21-224069 -Fax : (233) 21-231687

Annexe 4

Membres du Comité de Coordination de DAWN et points focaux régionaux (1999)

Coordonnatrice générale

Claire Slatter
Global Secretariat
School of Social and Economic Development
University of the South Pacific, Suva, Fiji Islands
Tél : (679) 31 39 00 - Fax : (679) 31 47 70
E-Mail : dawn@is.com.fj - Internet : www.dawn.org.fj

Coordonnatrices régionales

Caribes

Keturah Cecelia Babb
Caribbean Policy Development Centre
P.O. Box 284, Barbados
Tél : (246) 437 60 55 - Fax : (246) 437 33 81
E-Mail : doccentre@sumbeach.net

Amérique Latine

Celita Eccher
REPEM, Colonia 2069, 11200 Montevideo, Uruguay
Tél/Fax : (589) 2 - 403 05 99
E-Mail : repem@chasque.apc.org

Afrique Francophone

Fatou Sow
IFAN, Université Cheikh Anta Diop
B.P. 206, Dakar, Sénégal
Tél : (221) 825 00 90 – Tél/Fax (221) 825 65 33
E-Mail : fatousow@telecomplus.sn

Afrique Anglophone

Bene Madunagu
P.O. Box 3663, UNICAL.PO
Calabar CRS, Nigeria

Tél : (234) 87 - 23 09 29 / Fax : (234) 87 - 23 62 98

E-Mail : gpi@fordwa.linkserve.org

Asie du Sud

Vanita Nayak Mukherjee

429 Prasanth Nagar, Ulloor Trivandum, 695011 India

Tél (91) 471 - 44 15 34 - Fax : (91) 471 - 44 71 37

E-Mail : vanita@md2.vsnl.net.in

Asie du Sud-Est

Josepha Gigi Francisco

International Studies Department, Miriam College,

University of the Philippines, P.O. Box 110

Diliman, Quezon City, The Philippines

Tél (63) 2 - 650 45 71 - 927 24 21 - Fax : (63)2 426 0169

E-Mail : gigifran@skynet.net

Pacifique

Yvonne Underhill-Sem

P.O. Box 240, Apia, Samoa

Tél : (685) 20 008 - Fax : (685) 20231

E-Mail : yju@samoa.net

Coordonatrices de recherche

Economie politique de la globalisation

Gita Sen

Indian Institute of Management

Bannerghatta Road, Bangalore, 560 076 India

Tél : (91) 80 - 663 24 50 - Fax : (91) 80 - 664 40 50

E-Mail : gita@iimb.ernet.in

Droits sexuels et reproductifs et justice entre hommes et femmes

Sonia Correa
IBASE, Vicente de Souza, 12 CEP 22251-070
Rio de Janeiro, Brésil
Tél : (55) 21 - 552 87 96
E-Mail : scorrea@ax.apc.org

Restructuration politique et transformation sociale

Viviene Taylor
SADEP, University of Cape Town
Private Bag Rondebosch 7700, Cape Town, South Africa
Tél : (27) 21 - 650 42 21 - Fax : (27) 21 - 685 43 04
E-Mail : vtaylor@humanities.uct.ac.za

Ressources durables

Vivienne Wee
Engender, Centre for Environment, gender and development
49 Toa Payoh Rise, Singapore 298105
Tél : (65) 258 30 22 - Fax : (65) 238 30 55
E-Mail : engender@pacific.net.sg

Points focaux régionaux

Afrique de l'Est

Fatma Alloo
NGO Resource Center, P.O. Box 4224
Zanzibar, Tanzania
Tél/Fax : (255) 54 - 30696
E-Mail : ngorc@twiga.com

Afrique centrale

Dina Jeanne Nfon Priso
Centre Médical du Bouquet, Nouvelle Route cit. Sic.
B.P. 7315, Bassa-Douala, Cameroun
Tél : (237) 40 31 18 - Fax : (237) 42 77 03
E-Mail : dinanfon@hotmail.com

Afrique australe

Patricia McFadden
SAPES, P.O. Box MP 111 Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe
Tél : (263) 4 727 875 / Fax : (263) 4 732 735

Afrique du Nord

Amal Abd El Hadi
New Women's Studies Center
17 Beirut Street, Flat 505, Heliopolis
Cairo, Egypt

Afrique de l'Ouest

Bene Madunagu
167 Goldie Street, Calabar, Cross River State, Nigeria
Tél : (234) 87 - 23 09 29 / Fax : (234) 87 - 23 62 98/97
E-Mail : gpi@fordwa.linkserve.org



Membres fondatrices de DAWN

Peggy Antrobus, ancienne Coordonnatrice générale
4 Town House, Frere Pilgrim, Christ Church, Barbados
Tél/Fax : (246) 437 42 35
E-Mail : pan@caribsurf.com

Devaki Jain
Milap Vatika, 19/C UW Jawahar Nagar, Delhi, 110007, India
Tél : (91) 11-291-4638 - Fax : (91) 11 -331 6740

Afrique australe

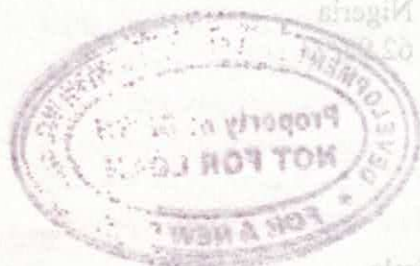
Patricia McFadden
SABES, P.O. Box MP 111 Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe
Tél : (003) 4 727 875 / Fax : (003) 4 732 732

Afrique du Nord

Amal Abd El Hadi
New Women's Studies Centre
17 Beirut Street, Flat 202, Helwan
Cairo, Egypt

Afrique de l'Ouest

Bene Madunagu
167 Goldie Street, Calabar, Cross River State, Nigeria
Tél : (234) 87 - 23 09 29 / Fax : (234) 87 - 23 02
E-Mail : epj@fontwa.linksrv.org



Membres fondatrices de DAWN

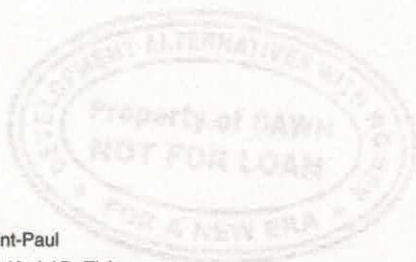
Peggy Antobin, ancienne Coordonnatrice générale
4 Town House, Fort Pilgrim, Christ Church, Barbados
Téléfax : (246) 437 42 32
E-Mail : pan@caribnet.com

Devaki Jain
Mills Valley, 19C UW Jawahar Nagar, Delhi, 110007, India
Tél : (91) 11-261-4638 - Fax : (91) 11-261-6740

De TINA à TEMBA

*Les débats
de DAWN Afrique
sur les cad
de développement*

Achévé d'imprimer
sur les presses de l'Imprimerie Saint-Paul
Angle rues El Hadj Mbaye Guèye (ex Sandiniéry) / Dr Thèze
DAKAR



*Development Alternatives for a New Era
(DAWN)
Alternatives de développement avec les femmes
pour une ère nouvelle*

1983

